

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
DE
POLITIQUE INDIGÈNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 4 Juillet 1919, à 1 h. 1/2

PAR

I.-P. GRESLÉ

Président : M. LESEUR

Suffragants : { MM. PERREAU, *Professeur*
ROLLAND, *Agrégé*

~~~~~  
PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

---

1919



**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

ESSAI

DE

# POLITIQUE INDIGÈNE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 4 Juillet 1919, à 1 h. 1/2*

PAR

I.-P. GRESLÉ

---

*Président : M. LESEUR*

*Suffragants : { MM. PERREAU, Professeur  
ROLLAND, Agrégé*



PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

---

1919





# ESSAI DE POLITIQUE INDIGÈNE

---

## INTRODUCTION

Comme puissance coloniale, l'Allemagne n'est plus. Ainsi vient d'en décider la Conférence de la Paix.

La suzeraineté de ses anciennes colonies est attribuée à la Société des Nations.

Pénétrée de son devoir de veiller à la liberté et à la civilisation des races, dites inférieures, qui les habitent, la Société des Nations, à son tour, donne mandat de les gérer, sous sa haute surveillance, aux Etats vainqueurs dont le passé de colonisation répond de l'application de ces principes.

La France lui a paru qualifiée pour assumer la gestion du Togo et de la plus grande partie du Cameroun.

Les prochains paquebots ne tarderont donc pas à emporter vers le centre africain de jeunes attachés devenus fondés de pouvoir de la Société des Nations; sur les mêmes navires, nos vaillants tirailleurs, resca-

pés de la grande guerre, s'achemineront vers leur brousse lointaine.

Quels seront, pour ces débutants à l'égard des populations indigènes, les enseignements de notre méthode coloniale? De quels bienfaits, actuels ou futurs, la civilisation est-elle capable envers ceux qui viennent de verser leur sang pour elle?

Cette double question soulève le problème de notre politique indigène. Est-elle ce qu'elle pourrait être, ce qu'elle devrait être? Ce sera l'objet de cette étude.

## CHAPITRE PREMIER

## POLITIQUE INDIGÈNE

**De la politique d'assimilation  
et de la politique d'association**

Quel est, tout d'abord, le champ d'action de la politique indigène?

Chacun connaît, dans ses grandes lignes, l'organisation de notre domaine colonial. Une place à part doit être assignée à notre Afrique du Nord; certains se refusent même à lui donner le nom de colonie, estimant que, par sa situation géographique, son système administratif et ses progrès, elle constitue actuellement un prolongement de la métropole; notre politique indigène, politique de ménagement pour la civilisation musulmane, a fait place, peu à peu, sous la poussée lente de l'opinion indigène, à une politique d'assimilation, dont la dernière manifestation est le vote de la loi du 4 février 1919, qui favorise l'accession des indigènes à la qualité de citoyen français, et accorde à ceux qui ne le sont pas, des droits politiques importants. Dans notre

empire d'outre-mer, les vieilles colonies — c'est ainsi que l'on a coutume d'appeler les Antilles, la Réunion et la Guyane — possèdent, à peine modifiées, les mêmes institutions que la France; d'autres colonies, comme l'Inde, la Nouvelle-Calédonie, certaines agglomérations du Sénégal et de la Cochinchine bénéficient de garanties que leur assure un système représentatif spécial.

Dans ces diverses possessions, il n'y a pas lieu de rechercher quelle est ou quelle devrait y être notre politique indigène, pour la raison que l'autochtone est suffisamment armé, grâce à son bulletin de vote, pour se défendre contre l'arbitraire. Sa politique, il se la fait ou se la fera lui-même; on ne saurait, désormais, la comprimer.

Autrement précaire est la situation de l'indigène de ces vastes territoires qui sont l'espoir de notre avenir colonial : le Congo, l'Afrique Occidentale, Madagascar et la plus grande partie de l'Indo-Chine.

Il y est à la merci du vainqueur, si tant est qu'un tel qualificatif, évocateur de gloire, puisse nous être appliqué; car, il faut en faire l'aveu, nous avons trop souvent profité de sa faiblesse ou de son ignorance pour envahir le sol qu'il occupait depuis des siècles.

Parfois il nous a opposé une certaine résistance, mais quelques coups de fusil en ont eu vite raison; ailleurs nous nous sommes installés en prétendant que les terres étaient vacantes et sans maître; dans la plupart des cas nous avons invoqué de soi-disant traités passés avec des

chefs de teintes diverses par des représentants de la France plus ou moins qualifiés, lesquels contre un litre de trois-six ou un chapeau de sous-préfet avaient obtenu d'eux, à l'aide de gestes, mentionnés comme des acquiescements authentiques, des kilomètres de concessions.

Assurément, par la suite, des colons, des commerçants, des industriels sont venus féconder de leur labeur ces immensités dont l'indigène n'avait jusqu'alors tiré qu'un maigre revenu. D'autre part, notre occupation est désormais un fait accompli, et bien que le droit privé heurte parfois le droit international elle s'autorise du brocart « possession vaut titre ». Néanmoins, rappeler les origines de cette occupation ne peut que persuader davantage de la nécessité des compensations à l'indigène.

Au premier rang doit s'inscrire l'obligation de l'amener à notre civilisation.

La Société des Nations a fait sien ce principe supérieur de colonisation. Consécration éclatante et surtout consécration qui arrive à propos, car depuis bientôt vingt ans ce qu'on appelle le progrès colonial était parvenu insensiblement à le faire oublier. Certes, la formule nouvelle se garde bien d'attaquer de front la logique ou l'équité du principe. Elle ne dit pas : « maintenons l'indigène dans cette barbarie qui lui est chère », mais, cédon avec sagesse ; avant de le faire bénéficier de nos institutions, avant de lui appliquer nos lois, imposons-

lui un noviciat, patientons, différons... jusqu'au jour où il sera apte à les comprendre ».

Ainsi, pour savoir que la civilisation est un mal quant à présent il n'est pas besoin d'en faire l'essai. Et pour reconnaître qu'elle est devenue un bien quel procédé emploiera-t-on ?

Est-il donc besoin d'essai ? Nos vieilles colonies doivent leur constitution à la « politique d'assimilation » ainsi que la désignent ses détracteurs qui ont baptisé la leur « politique d'association ». Du même geste le législateur qui abolissait l'esclavage créa l'égalité entre Européens et autochtones. Voilà de cela quatre-vingt dix ans. C'est un essai qui compte. Sérieusement peut-on nier que la méthode avait du bon ?

En Indo-Chine il y a eu des tentatives d'assimilation, mais partielles ; mesures insuffisantes car le mécontentement de ses habitants, traités en frères inférieurs, s'accroît sans cesse.

La politique d'association a pu s'installer sans coup férir, au Congo, à Madagascar, en Afrique Occidentale, c'est-à-dire dans nos colonies les plus neuves, car la place était à peu près nette. En peu d'années elle s'est élevée au rang de doctrine officielle.

On ne peut refuser la simplicité au système nouveau, puisque c'est celui du moindre effort. Il s'agit uniquement de laisser nos sujets tranquilles, sauf, bien entendu, pour les prestations, le paiement des taxes sur

le caoutchouc, l'acajou etc... et surtout pour le versement du si impopulaire impôt de capitation.

Des esprits distingués, curieux des choses coloniales, se sont laissé séduire par la politique d'association, à tel point qu'ils en font un dogme intangible et que ceux qui pourraient préconiser notre vieille et saine méthode passeraient pour des rêveurs. Dans une étude documentée, le Directeur d'une revue coloniale se lamente, en ami du progrès, sur les erreurs que nous a fait commettre la politique d'assimilation. (Il omet de dire lesquelles). Il reconnaît pourtant que ce fut la seule pratiquée aussi bien dans les temps modernes que dans les colonies antiques par les Grecs et les Romains.

Néanmoins, il arrive à découvrir un exemple qu'il estime propre à faire un passé à la théorie nouvelle qu'il affectionne. Il remarque que les Romains, quand ils s'emparèrent de la Gaule n'interdirent les sacrifices humains qu'après cent ans d'occupation. « C'est peut-être », observe-t-il, « à raison de cette tolérance passagère qu'ils réussirent à faire pénétrer chez leurs nouveaux sujets une condition sociale plus élevée ». C'est assez peu pour une justification par l'histoire.

Les effets de la politique d'association se manifestent dans les divers domaines, à mesure qu'on organise ou réorganise. Le système judiciaire offre des caractéristiques très apparentes de cette politique, car il a, depuis sa naissance, subi de nombreuses modifications. De même que l'enfant le primitif possède, en effet, une no-

tion très vive du juste et de l'injuste, et le conquérant doit en tenir compte ; mais si, peu à peu, il desserre son étreinte c'est comme à regret. Que ne s'inspire-t-il des conseils que, dès le xvi<sup>e</sup> siècle, Jean Bodin formulait dans son traité de la République : « La garantie de la vraie liberté populaire est une bonne organisation judiciaire, avec des règles strictes en matière de preuve, permettant au juge de ne pas croire même le roi sur parole en imitant l'exemple de ce juge à qui Henri II, roi d'Angleterre, avait commandé de condamner un Italien ; mais le juge n'en voulut rien faire, faute de preuve ».

Cette étude fera une esquisse des tendances actuelles de notre action coloniale, d'abord dans le système judiciaire indigène, puis dans le système politique et enfin dans le système économique.

## CHAPITRE II

**De la politique d'association  
dans l'organisation judiciaire et répressive***Paragraphe I<sup>er</sup>*

Chacun des trois grands groupements précités: Congo, Madagascar, Afrique Occidentale, possède une organisation judiciaire spéciale, issue de décrets spéciaux, mais qui se ressemblent dans les grandes lignes. Quelques différences dans les textes, et surtout dans l'orientation de leur application, font pourtant que le régime de Madagascar est supérieur à celui des deux autres.

Ces décrets contiennent tous un article qui ouvre la porte à bien des abus ; il est conçu à peu près en ces termes : « La justice indigène applique en toute matière les coutumes locales en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française ».

Au premier aspect, il faut en convenir, la proposition est engageante mais ses données, hélas ! sont fragiles. Il n'y a pas de coutume, du moins dans le sens que l'on

prête à ce mot. Par coutume on entend généralement un usage consacré par de longues années, fixé même par écrit, comme le furent les coutumes de France qui servirent à l'élaboration de nos codes.

A Madagascar, chez les races soumises à l'influence hova, les coutumes parvinrent à une certaine permanence, grâce aux rois de l'Imérina qui les transformèrent en lois pénales et civiles.

En Afrique Equatoriale et Occidentale il existe, tout au plus, certaines habitudes, bonnes ou mauvaises, récentes ou non, et qui, surtout, diffèrent, ainsi que la langue, de village à village, on pourrait dire de case à case.

Cela est si vrai que les essais de codification se sont tous heurtés à des difficultés insurmontables, si bien qu'aucune de nos colonies ne possède un ouvrage auquel les fonctionnaires chargés de la justice indigène puissent se référer sans crainte d'erreur. Il n'est pas jusque aux coutumes des musulmans qui ne soient quelque peu flottantes. Il est bon de dire que les disciples de Mahomet sont la minorité dans nos trois grandes possessions; l'Afrique Occidentale en posséderait plusieurs millions, suivant certains calculs démographiques ; musulmans quant à l'étiquette, ils sont avant tout fétichistes, ils ne connaissent du culte d'Allah que quelques cérémonies et leurs marabouts ne sont guère capables de les éclairer. Leur cas a fait, au reste, l'objet de dispositions législatives spéciales, sur lesquelles même on revient peu à peu, car on s'aperçoit du caractère superficiel de la cul-

ture islamique. C'est ainsi que l'emploi de l'arabe, d'abord adopté devant les juridictions dites musulmanes du Sénégal, Haut-Sénégal et Niger a été remplacé par celui de notre langue, en vertu d'une circulaire du 8 mai 1911, complétée par une autre du 18 septembre suivant.

En l'absence de toute base rigoureuse la justice indigène risque d'être le régime de la courte-paille ou du pot-de-vin. Nos fonctionnaires qui la surveillent ou la président se laissent aller à négliger la recherche de la vérité. La coutume est un mol oreiller qui permet à leur conscience de sommeiller en paix. Tel jugement blesse l'équité ? C'est la faute de la coutume.

Les inconvénients du système n'échappent pas à ses partisans, mais ils déclarent qu'il est politique de le maintenir : « Ne semez pas », disent-ils, « la haine et la révolte chez l'indigène en voulant transformer trop tôt un état social qui est en rapport avec ses croyances, ses besoins économiques ».

En vérité peut-on croire à la possibilité d'une révolte pour un pareil motif, au lendemain de la tourmente où l'indigène nous a donné toutes les preuves de calme aussi bien que de dévouement. Quant à son état social ce n'est pas lui faire injure que de reconnaître qu'il n'en a pas encore. Sa religion est enfantine et se ramène à une seule idée : la peur du mystérieux au-delà. Personne, sauf les représentants des diverses églises, ne cherche à l'en faire changer. Ses besoins économiques c'est nous qui les lui avons apportés. N'est-il pas logi-

que que nous fournissions les moyens de trancher les contestations qu'ils peuvent faire naître ?

On se laisse prendre à des mots, des mots que nos lèvres d'Occidentaux prononcent avec complaisance mais qui ne correspondent à rien chez l'indigène. En réalité l'effort à faire pour l'amener à nous est bien moindre qu'on ne le suppose généralement. D'ailleurs cet effort commence du jour où nous nous installons chez lui. Pendant les années qui préparent notre organisation il a le temps de pressentir ce que sera notre méthode et par conséquent de se familiariser avec elle.

La rapidité et même l'étendue de sa perfectibilité sont mises en doute par des coloniaux qui se piquent d'anthropologie, sous prétexte que son angle facial est moins ouvert que celui de l'Européen. L'ethnologie a tort, en l'espèce, de s'inspirer des rapports géométriques, car l'indigène possède, au contraire, une faculté d'assimilation surprenante. Que de fois des colons ou fonctionnaires, revenus dans leur coin de brousse, après dix mois ou un an de congé, sont restés stupéfaits des progrès qu'il avait réalisés. L'absence de culture propre, chez le noir surtout, en fait une terre neuve, où poussent évidemment quelques herbes sauvages, mais qui ne peuvent étouffer les germes généreux de notre effort colonisateur.

Vouloir le faire croupir sous le règne de la coutume c'est exactement risquer ce qu'on veut éviter. C'est creuser davantage le fossé qui le sépare de nous. L'existence de demi-bête que nous lui faisons mener à nos

côtés est une sorte d'esclavage dont il sent d'autant plus le joug qu'il voyait en nous ses libérateurs. Il ne comprendra jamais que les humiliations qu'il endure ont pour but de lui faire mériter, pour lui ou ses arrière-petits enfants, le paradis de la civilisation.

Il est certain que l'application de nos lois ne se ferait pas sans quelques heurts.

Mais l'indigène se trouverait, tout au moins, en présence d'un effort réfléchi, qui se prolongerait dans le même sens. L'avantage serait immense, car ce serait la fin du chaos actuel.

Le fonctionnaire, en effet, a mille peines à posséder la coutume au point précis où il exerce et au moment où il s'y trouve. Lorsque, après des mois de bonne volonté, il parvient à s'y reconnaître tant soit peu, il lui faut quitter son poste pour cause soit de congé, soit d'avancement. S'il a le ferme désir de bien faire, il aura, peut-être, laissé pour son successeur, la trace de ses travaux. L'utilité en sera relative, la coutume évoluant sans cesse. Arrive le successeur ; combien de temps mettra-t-il à acquérir l'expérience toute personnelle de son prédécesseur, en sera-t-il même capable ? Rien de semblable ne se produirait si l'un et l'autre ne faisaient qu'appliquer nos codes. La justice suivrait son cours, sensiblement toujours le même ; les mutations de fonctionnaires et magistrats se feraient sans dangers pour les plaideurs.

D'autre part, il n'y aurait plus à redouter de fréquen-

tes anomalies du genre suivant : un indigène est en procès avec un européen. Le Tribunal de première instance tranche dans un sens. Dans la même ville, le Tribunal Indigène, saisi d'un procès identique par ce même indigène décide dans un autre.

Assurément, il n'y a pas à brusquer les habitudes de nos sujets, si inférieures soient-elles. En matière civile, par exemple, le mariage se célèbre et se rompt, les successions se transmettent suivant des modes que notre législation n'aurait jamais soupçonnés. Durant une période, variable suivant les régions, nos Tribunaux pourraient homologuer tous actes juridiques, passés en vertu de la coutume; les droits fonciers devraient être immatriculés sur des registres spéciaux aux Conservations foncières ou dans les postes. Passé ce délai il faudrait se soumettre à la loi civile pour en invoquer la protection. Les indigènes, à qui nous devons laisser la liberté de conscience, continueraient à leur gré, à procéder à toutes cérémonies, mais ces cérémonies ne pourraient servir de base à une action en justice.

Ce programme pourrait paraître, tout au moins par l'adoption de mesures provisoires, emprunté à la politique d'association. Or, c'est précisément en elles qu'il faut chercher la différence essentielle entre les deux politiques; la politique d'assimilation leur assigne un terme, et le plus court, car elle estime la supériorité du système français indiscutable, aussi bien pour l'indigène que pour l'euro péen ; la politique d'association, au con-

traire, ne leur fixe pas de terme ; elle piétine dans le tâtonnement. Chaque jour les essais officiels de codification des coutumes se renouvellent. Les décrets récents, au lieu d'étendre de plus en plus à l'indigène la protection de la loi française ne sont que la consécration de ses juridictions de fortune, quand ils n'en constituent pas une aggravation. Partie de ce sophisme que l'accès de la civilisation est difficile à l'indigène, la politique d'association est arrivée, insensiblement, à lui rendre cet accès impossible, oubliant ainsi le premier devoir du colonisateur rappelé par la Conférence de la Paix.

A l'opposé de la loi civile et commerciale, aucune période de transition ne devrait être nécessaire pour l'application de notre loi pénale ; il est scandaleux que tel fait, tombant sous le coup de cette loi, puisse échapper à la répression parce qu'il n'est pas puni par le Coran si mal connu ou par la si incertaine coutume.

La coutume devrait simplement faire pour le juge l'objet d'une question spéciale après celles de culpabilité et, suivant les cas, être motif à excuses atténuantes ou absolutoires.

Nos codes ont fait leurs preuves ; les pays les plus divers, comme l'Egypte, le Japon, sont devenus des pays de droit français ; leurs lois antérieures n'étaient pourtant pas, ainsi que dans nos colonies, un assemblage de vagues coutumes, mais le résultat de siècles de civilisation.

C'est que nos codes, enfants de la Révolution Fran-

çaise, resplendissent de clarté, alors que le système judiciaire anglais est indécis et embarrassé de coutumes et que celui de l'Allemagne était compliqué par suite de la diversité des états fédéraux.

La base de notre législation c'est le droit naturel ; c'est pour cela qu'elle peut convenir à tous les pays, malgré toutes les religions et à toutes les races.

Aussi, quand, sous prétexte de quelques difficultés d'adaptation à l'indigène on voudrait la répudier, c'est comme si le capitaine coulait son navire parce qu'il a des avaries à sa mâture.

*Paragraphe 2*

Défectueuse dans son principe, la justice indigène ne l'est pas moins dans son application.

L'idolâtrie de la coutume suppléant à l'étude de nos codes, pourquoi emprunterait-elle son organisme à notre système judiciaire ? Les critiques à lui faire sont tellement faciles ! Tout d'abord on prétend que les frais de notre procédure, ses formalités effraieraient l'indigène. C'est ce qui se lit un peu partout, jusque dans certaines circulaires ministérielles. L'unanimité et la précision de ces reproches tendraient à faire croire qu'ils sont justifiés. Erreur ! Ceux qui les font se laissent aller, par la route des réminiscences, à reproduire ceux qu'on adresse, à tort ou à raison, à la justice métropolitaine. Car, dans toutes nos colonies notre procédure est, au contraire, fort peu compliquée. Dans la plupart des nouvelles elle est la simplicité même puisque elle est celle suivie devant les justices de paix en France.

Quant aux frais, dans ces mêmes colonies (qui sont celles-là précisément où la question de l'assimilation judiciaire peut se poser) ils ont été réduits presque à néant. Les tarifs d'enregistrement sont insignifiants et les droits de greffe n'existent pas. Pas d'avoué dont le

Ministère soit obligatoire, celui de l'avocat-défenseur ne le devient que lorsque la partie ne veut pas se présenter elle-même à l'audience ou s'y faire représenter par un de ses proches. Il va de soi qu'elle ne puisse s'adresser à un autre mandataire, l'avocat-défenseur offrant des garanties de capacité et de moralité.

La gratuité de la justice indigène est proclamée comme un avantage primordial. Cette gratuité n'est, d'abord, pas absolue car les épices des juges indigènes, si elles ne sont pas tarifées, ne laissent pas d'être onéreuses. Mais, surtout, ce n'est pas une question de quelques francs qui arrêterait l'indigène ; s'il voulait tenter une instance il se les procurerait facilement. Au besoin il pourrait solliciter l'assistance judiciaire. Enfin si ce n'était pas suffisant, on pourrait, de nouveau, diminuer les frais de justice.

La critique de notre procédure a pour corollaire la condamnation de ceux qui l'appliquent. Nos magistrats sont, dit-on, trop tatillons, trop amoureux de la forme quand ce n'est pas de la subtilité captieuse. Comment parviendraient-ils à respecter la coutume?

Tous ces reproches superficiels n'ont certainement pas suffi à détourner le législateur colonial de notre système judiciaire. Ce serait l'offenser gratuitement que de l'admettre. Le souci d'équilibrer les budgets locaux, encore mal assis, a dû primitivement l'emporter sur toute autre considération. Que seraient devenus ces budgets, malgré leurs ressources considérables, s'il avait fallu, du jour

au lendemain, installer des magistrats dans tous les chefs-lieux de régions ?

Le sort de cette infortunée justice indigène fut donc remis entre les mains de l'Administration. Divers dangers la guettaient, les uns et les autres aboutissant, au reste, au même résultat : mésestime de ceux à qui elle fut destinée comme un progrès.

Un premier écueil est le choix des juges indigènes.

Ceux-ci sont recrutés, presque exclusivement, parmi les chefs et anciens chefs, cette sorte d'aristocratie qui n'abandonne qu'à regret la coutume de l'esclavage et pratique encore, le plus qu'elle peut, l'oppression du faible par le fort, cette caste cruelle dont l'autorité se trouve ainsi recevoir de nous une nouvelle investiture.

Un autre péril provient de la façon dont l'Administration exerce sur eux son contrôle. Dans les Tribunaux d'appel le fonctionnaire français préside ; dans ceux du premier degré, qui correspondent à nos Tribunaux de première instance, il préside ou seulement surveille, suivant les colonies.

Le fonctionnaire qui a la charge des Tribunaux d'appel est, d'habitude, un vieux colonial ayant une longue, trop longue pratique de l'autorité, car elle se manifeste dans les fonctions judiciaires par des tendances regrettables. Son souci d'équité n'empêche pas l'inévitable de se produire. Entre ses mains, exercées à briser ce qui fait obstacle, la justice indigène ne tarde pas à devenir un instrument d'administration. Pour qu'il en fut autre-

ment il faudrait qu'il put se dédoubler à chaque minute. Insensiblement l'administrateur arrive à supplanter en lui le magistrat.

Au contraire le Tribunal du premier degré est dirigé le plus souvent, par un débutant, jeune bachelier ou ancien sous-officier, qui n'a pas eu le temps de se familiariser avec la coutume. Ou bien le pêle-mêle de ses fonctions le rebute, ou bien il se laisse dominer par cet être indispensable, mais redoutable par sa vénalité qu'est l'interprète.

Grâce à la complicité des juges indigènes qui lui doivent, en partie, leur nomination et qui le redoutent, ce dernier a vite fait de devenir la terreur de ses congénères. Peu à peu, ceux-ci arrivent à se méfier d'une justice aussi dangereuse et à préférer s'en tenir au seul préjudice dont ils auraient pu songer à demander réparation. La rapacité de nos auxiliaires indigènes fait naître, parfois, dans l'éloignement des villages, des Tribunaux occultes qui offrent aux plaideurs plus de chances d'impartialité que les nôtres. Ceux-là sont, peut-on dire, de vrais Tribunaux indigènes, mais qui ne sont pas sans dangers pour notre prestige. Il est clair que les populations manquent d'enthousiasme pour les juridictions dont nous les avons dotées. Les statistiques établissent, en effet que, depuis 1906 en Afrique Occidentale, il n'y a aucune progression dans le nombre des litiges civils et commerciaux qui leur sont soumis, alors pourtant que la

vie commerciale a augmenté d'intensité, ainsi que le prouvent les statistiques douanières.

Ce discrédit de la justice indigène n'a pas pour cause les seuls abus individuels qui, à la vérité, semblent plus fréquents aux colonies qu'ailleurs, mais les défauts de l'institution même.

Il peut paraître difficile de l'améliorer puisque les exigences budgétaires empêchent actuellement de remettre exclusivement à des magistrats de carrière la direction simultanée de la justice indigène et de la justice française. Mais, au moins, si cette fusion existe en quelque lieu, il ne faut pas y toucher car elle constitue un acheminement vers un régime d'assimilation, le seul que, sainement, on puisse envisager.

Or, c'est précisément le contraire qu'a décidé l'un des derniers décrets sur l'organisation judiciaire de nos colonies africaines, celui du 16 août 1912.

Jusqu'alors les Tribunaux de première instance de Cotonou, Grand-Bassam et Konakry avaient, en outre de leur compétence générale pour les Européens, domiciliés dans un rayon assez étendu, une compétence territoriale s'exerçant sur tous les individus, noirs ou blancs, habitant le siège du Tribunal et sa banlieue.

Le décret leur a enlevé cette compétence territoriale. Aux termes de l'article premier, sont justiciables de la justice indigène tous les indigènes et l'article 2 ajoute : « Sont indigènes, dans le sens du présent décret, les individus originaires des possessions françaises de

l'Afrique Equatoriale Française et des possessions étrangères comprises entre ces territoires, qui n'ont pas dans leur pays d'origine le statut des nationaux européens ».

Ainsi donc, toute cette population urbaine de commerçants, employés de banques, de factoreries, etc..., formée à notre école, dut réintégrer le troupeau nombreux et craintif dont elle avait pu s'échapper.

C'était, en outre, la fin de l'assimilation européenne pour le sujet anglais de race noire et le Sénégalais des quatre communes. Le premier, en territoire anglais, n'a pas le même statut que le blanc; mais il jouit des mêmes juridictions. Guidée par une préoccupation d'équité, la pratique administrative lui avait, autrefois, laissé le choix entre les Tribunaux indigènes et les Tribunaux Français. Nombreuses avaient été les options pour ces derniers. L'indigène anglais, commerçant actif et avisé, ignorant de la coutume locale, est désormais jugé par les officiants de cette coutume.

Le Foreign Office s'est ému de la situation faite à ses nationaux indigènes ; il est vraisemblable que, si la guerre n'était pas survenue, il aurait provoqué le retour aux règlements antérieurs.

Aussi, à la première occasion, il n'a pas manqué d'intervenir ; après la conquête du Cameroun, lorsqu'il s'est agi, en 1917, d'organiser le service judiciaire il a revendiqué et obtenu pour eux dans les territoires d'occupation la compétence des Tribunaux Français.

Quant au Sénégalais qui, on le sait, bénéficie à Dakar,

Gorée, Rufisque et Saint-Louis de toutes les institutions françaises l'Administration avait déjà soutenu que, dès qu'il quittait son domicile il cessait d'être électeur, *a fortiori* citoyen. Elle fondait sa thèse sur divers « attendu » d'un arrêt de la Cour de Cassation dont le dispositif est pourtant muet sur la question. La définition du justiciable indigène, donnée par le décret, est venue consacrer sa thèse.

Volontiers le Sénégalais s'expatrie dans nos autres colonies africaines, soit comme commerçant, soit comme contremaître ou simplement ouvrier dans les entreprises industrielles. Familiarisé dès l'enfance avec notre législation et nos mœurs, il est le meilleur auxiliaire de notre pénétration pacifique. Du jour au lendemain, il a été livré à l'ignorance des juridictions indigènes, alors que, étranger comme nous-mêmes, il avait davantage besoin de la protection de nos lois.

Mais il pouvait, au moins, faire entendre ses protestations par la voix de son député, et le 9 mars 1914 intervenait un décret modifiant l'article 2 du décret de 1912 et déclarant le Sénégalais des quatre communes justiciable en tous lieux des Tribunaux Français.

Il n'échappait pas, pour cela, à cet arbitraire administratif qui se manifeste si aisément à l'abri des pouvoirs disciplinaires; l'Administration persistait, en effet, à l'y soumettre, car elle lui déniait la qualité de citoyen français.

Sur nouvelle intervention du député du Sénégal, cette

situation hybride et dangereuse a pris fin par une loi du 29 septembre 1916, confirmant les habitants des quatre communes dans leur qualité de citoyen.

Le rétablissement du Sénégalais dans ses droits n'empêche pas que nos Palais de Justice soient, aujourd'hui, quasi-déserts et, qu'en face se dressent les prétoires concurrents de la justice indigène auxquels l'Administration réserve ses tendresses. La foule y accourt sur les convocations sans réplique des porteurs de chéchias et de baïonnettes ; elle subit, sans mot dire, les arrêts de cette justice qui ne connaît, pour toute voie d'exécution, aussi bien au civil qu'au criminel, que l'emprisonnement.

Voici, au reste, l'avis éclairé donné sur ce décret par le rapporteur du budget des Colonies en 1913 :

« Le décret sur la justice indigène en Afrique Occidentale est une œuvre de réaction pure et il est impossible qu'il soit maintenu.

J'avoue que je ne comprends pas comment le Procureur Général a pu le signer sans protester et sans attirer l'attention du Gouverneur Général qui ne peut pas tout voir, sur les grosses difficultés d'ordre juridique qui ont déjà été signalées. Mais, en vérité, c'est à tous les points de vue que ce malencontreux décret, surpris à la bonne foi du ministre, mérite la critique la plus sévère.

On peut se demander ce que vont avoir à faire désormais les Tribunaux français de ces diverses colonies puisque, pratiquement, on leur supprime tous leurs jus-

ticiables. C'est, peut-être, au fait, pour arriver à réaliser de ce chef, des économies imprévues qu'on a pris ce décret. Quand on aura réduit chacune de ces juridictions à quatre ou cinq affaires par an on s'avisera qu'en vérité le jeu n'en vaut pas la chandelle, et qu'il n'y a plus qu'à supprimer la juridiction.

Malgré tout mon désir de défendre résolument la politique d'économie il serait impossible d'approuver celle-là. Je considère, en effet, la théorie de la séparation des pouvoirs comme une idée fondamentale, même en matière indigène. Je lutte tant que je puis pour la faire admettre en Indo-Chine. Dans une large mesure le malaise sérieux que chacun constate dans notre grande colonie asiatique a pour cause les abus de pouvoir commis par des administrateurs omnipotents, qui disposent, à la fois, du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire. »

La raréfaction de la clientèle des Tribunaux Français n'est pas la seule innovation du décret. L'article 20 déclare : « Tout prévenu peut se faire assister devant le Tribunal de Cercle d'un défenseur choisi par lui parmi ses parents ou parmi les habitants indigènes notables, du lieu de son domicile dont la qualité aura été reconnue par le Tribunal. » Ce souci de la défense est illusoire. Le Tribunal du Cercle, en effet, est composé d'un fonctionnaire européen président, et de deux assesseurs indigènes qui ne participent pas au jugement, mais qui sont consultés par le président, (art. 17) lequel peut fort

bien ne pas se ranger à leur avis. Or, le défenseur, obligatoirement indigène, ne pourra pas, dans l'immense majorité des cas, s'exprimer autrement que dans un dialecte incompris du Président. L'intérêt de la défense étant de convaincre le juge lui-même et non pas seulement ceux qui le conseillent, le ministère de l'avocat ou défenseur européen devant le Tribunal de Cercle semblait indiqué ; c'est précisément ce que l'Administration Coloniale a voulu éviter ; à l'aide d'une amélioration illusoire elle a su écarter son contrôle.

L'âpreté de son absolutisme se révèle également dans l'article 48 : « En matière civile et commerciale les indigènes peuvent, d'un commun accord, porter leurs litiges devant les Tribunaux français. Cet accord est constaté par une convention, dans les conditions fixées par le décret du 2 mai 1906. Il est statué, dans ce cas, conformément à la loi française.

En même matière, les différends entre Européens et assimilés et les justiciables des Tribunaux indigènes peuvent, d'un commun accord, être portés devant les tribunaux indigènes. Dans ce cas, le tribunal de subdivision est exceptionnellement présidé par le chef de subdivision. »

Le premier alinéa marque un manque de confiance à l'égard des Tribunaux Français, puisque, antérieurement, il leur appartenait de constater l'accord des indigènes quand ils portaient leur différend devant eux. Le décret leur préfère le fonctionnaire qui rédige les actes

indigènes institués par le décret de 1906 et qui se trouve avoir, en même temps, la charge du Tribunal de subdivision. Il violerait la règle, chère à l'Administration Coloniale, de l'universalité des pouvoirs, si même par sa neutralité, il facilitait le dessaisissement de sa juridiction. A ses administrés, assez osés pour venir déclarer leur intention de plaider devant la justice française, il ne manquera donc pas d'en signaler, avec l'autorité qui s'attache à sa parole, tous les inconvénients, les frais, les déplacements, etc... ; il saura, sans effort, rompre une décision d'autant plus fragile qu'elle émane de gens qui, sauf sur ce point, sont précisément en désaccord. Jamais les Tribunaux français de l'Afrique Occidentale n'ont vu et ne verront des indigènes se présenter à leur barre, munis de la permission administrative.

Le deuxième alinéa procède des mêmes tendances que le premier, il aboutit, par conséquent à l'élargissement de la compétence administrative, mais il a le tort de faire à l'Européen, par rapport à l'indigène, une situation privilégiée. Il semble, au premier examen, avoir été dicté par le désir d'épargner aux européens et indigènes, habitant les circonscriptions éloignées du Tribunal de première instance, des déplacements longs et coûteux ; en fait, c'est bien à ces justiciables lointains qu'il s'applique. Par qui l'Européen fera-t-il trancher ses litiges avec l'indigène ? S'il est en mésintelligence avec le chef de poste il se gardera d'opter pour sa juridiction ; ce n'est pas le cas le plus fréquent, car, au fur et à mesure

qu'on s'enfonce dans la brousse l'intimité augmente entre Européens, même si les goûts diffèrent, ainsi que l'éducation ; il n'est pas rare que chef de poste et commerçants mangent à la même table. On ne peut que s'en réjouir. Mais alors l'impartialité du fonctionnaire, lorsque son commensal le prend pour juge, est soumise à une rude épreuve, et les intérêts de l'adversaire indigène courent de grands risques. Evidemment, aux termes de l'article 48, l'attribution de compétence est soumise au consentement réciproque des parties ; en ce qui concerne l'indigène c'est là une clause de style, il n'osera jamais user de cette faculté occasionnelle de récusation envers un juge qui sera son juge obligatoire le lendemain, et qui a, par ailleurs, tant de droits sur sa liberté et sur ses biens.

Le rapporteur du budget ne voyait que trop juste, le décret du 1<sup>er</sup> août 1912 est nettement rétrograde ; pour barrer à l'indigène les routes qui s'ouvraient vers l'assimilation, il a organisé un régime de fer.

Nulle part dans les colonies étrangères, le droit de l'indigène à la justice ne connaît pareilles entraves. Dans la colonie qui constitue, avec notre Congo, la région du globe où les humains ont la mentalité la plus faible, au Congo belge, un décret du 11 août 1913, n'a pas hésité à organiser, entre européens et indigènes, l'assimilation judiciaire.

En matière répressive les Tribunaux du Parquet et les Tribunaux de 1<sup>re</sup> instance, composés tous les deux

de magistrats de carrière, connaissent des infractions commises par blancs et noirs. Une seule juridiction est réservée aux blancs et aux indigènes nombreux qui leur sont assimilés, c'est le Tribunal d'appel ; il connaît de l'appel des jugements rendus contre eux, lorsque la peine de servitude pénale, prévue par la loi dépasse cinq ans ; il connaît, d'autre part, en premier et dernier ressort, des infractions commises par des magistrats de carrière.

L'administrateur n'est juge qu'en matière de police ; il l'est, à la fois, à l'égard des européens et des indigènes ; ses jugements sont toujours soumis à révision devant le Tribunal du Parquet ; dans les centres urbains, l'administrateur ne peut être juge de police ; cette fonction est remplie par un magistrat de carrière.

En matière civile, en vertu de l'article 81, « lorsque les deux parties sont, l'une et l'autre, des indigènes non immatriculés, le chef ou le sous-chef indigène reconnu reste compétent pour connaître du différend pour autant que la coutume lui attribue compétence. Toutefois le défendeur attire devant la juridiction indigène compétente peut demander son renvoi devant le Tribunal du Parquet ou le Tribunal de 1<sup>re</sup> instance. »

Il n'est pas besoin au Congo belge du préaccord sur la compétence, impossible en fait, exigé en Afrique Occidentale Française entre demandeur et défendeur. Le choix du seul défendeur suffit ; le rapport qui pré-

cède le décret l'explique clairement : « Il résulte que l'indigène non immatriculé, défendeur dans un différend dont la coutume permet de saisir le chef reconnu, a toujours le droit d'exiger que la contestation soit soumise aux Tribunaux Civils. Dès que le défendeur manifeste cette volonté, le chef indigène devient incompétent et le demandeur doit alors porter son action, soit devant le Tribunal du Parquet, si le litige, par la valeur de son objet est de la compétence de ce Tribunal, soit devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> instance qui a plénitude de juridiction. »

L'article 81 reproduit des dispositions antérieures qui accordaient la même faculté à l'indigène. Dès 1906, Y. M. Goblet écrivait dans les « Chefferies indigènes » qu'il en usait assez fréquemment. Elle donne, en effet, aux humbles, aux faibles la possibilité d'échapper aux rancunes locales; elle contribue à limiter les éventualités de recrudescence despotique dans les aristocraties indigènes.

L'assimilation judiciaire, presque complète, réalisée par les Belges, n'est pas dûe à leur inexpérience en matière de colonisation ; côte à côte avec nous, et en même temps que nous, ils ont entrepris, sous les mêmes latitudes, l'œuvre de civilisation.

*Paragraphe 3***De certaines améliorations possibles**

Les garanties concédées par les textes au justiciable indigène sont franchement insuffisantes, notamment le contrôle spécial des Cours d'appel coloniales. Celles-ci, en matière indigène, peuvent être saisies de deux façons : par l'homologation et par le recours en annulation. Dans un cas comme dans l'autre, elles jouent vis-à-vis des Tribunaux Indigènes, un rôle analogue à celui de la Cour de Cassation, c'est-à-dire, qu'elles n'examinent que la forme et non le fond des procès.

Les jugements indigènes sont obligatoirement soumis à l'homologation, lorsque la peine prononcée est supérieure à un certain nombre d'années d'emprisonnement. Le recours en annulation est formé pour incompetence, excès de pouvoir, violation de la loi ou des coutumes.

Jusqu'à présent les Cours d'appel n'ont pas été surchargées de besogne. Il est si facile à un administrateur de prononcer une condamnation inférieure de quelques mois au nombre d'années prévu pour l'homologation et, par suite, de l'éviter. Quant au recours en

annulation, il est très rare; on ne connaît que celui du Procureur Général.

Les espèces soumises aux Cours d'appel seraient-elles plus nombreuses que l'efficacité de leur contrôle en serait sans doute fort peu accru. Trop de mois s'écouleront, en général, entre le prononcé du jugement attaqué et celui de l'arrêt, car le délai de distance, entre la localité où il a été rendu et le siège de la Cour, se calcule souvent par plusieurs semaines de marche; or, l'indigène, s'il apprécie la bonne justice, est partisan de sa célérité. D'autre part, l'annulation seulement juridique des décisions indigènes ne le protège pas assez contre les dénis de justice et les jugements arbitraires.

Pour faire vivre la justice indigène jusqu'au jour où des ressources nouvelles lui permettront de devenir justice française, il est indispensable que ses ressortissants se voient accorder, dès maintenant, d'autres garanties.

La première, semble-t-il, serait l'institution d'une juridiction supérieure, composée de magistrats français, statuant en appel et par conséquent au fond. Elle serait confiée aux Tribunaux de première instance, ou, au besoin, à des Tribunaux spéciaux, plutôt qu'aux Cours d'appel, peu nombreuses et trop éloignées. Ce nouvel organisme entraînerait une modification des Tribunaux Indigènes; celui du premier degré deviendrait une

sorte de justice de Paix, celui du deuxième correspondrait à un Tribunal de première instance.

La juridiction supérieure comporterait deux caractéristiques essentielles : le droit d'appeler devant, elle serait aussi large que possible, l'exécution de ses décisions serait, comme au Congo belge, remise à des auxiliaires relevant de sa discipline et non à des agents de l'Administration.

La réforme provoquerait une sensible augmentation du nombre des magistrats, mais le sacrifice pécuniaire qui en serait la conséquence serait peu de chose en comparaison des avantages qu'elle entraînerait. D'ailleurs, s'il était besoin, pour la mener à bien, d'un impôt nouveau, il serait accueilli sans murmure par l'indigène, tant il a soif d'une meilleure justice.

Par indigène il ne faut pas entendre, en la circonstance, l'homme des forêts lointaines ; il n'y a pas aux colonies que des naturels tels que nous les représentent les images d'Epinal, vêtus de diadèmes à plumes et de caleçons de bain.

Nombreux sont, au contraire, les indigènes lettrés, parlant et écrivant parfois plusieurs langues, et qui, par surcroît portent, non sans élégance, le complet anglais et la cravate des Galeries Lafayette. Plus nombreux encore sont ceux qui ont approché les Tribunaux français, soit par suite de démêlés avec des Européens ou assimilés, soit pour avoir habité des territoires où, seule, la loi française est en vigueur.

Toute cette population nouvelle prend conscience d'elle-même, le progrès des idées devient rapide, il existe désormais une opinion indigène, opinion prête à conquérir, à très bref délai, l'homme même des forêts lointaines, pour peu qu'on n'élève pas de barrières qui l'empêchent d'aller jusqu'à lui.

L'existence d'une opinion indigène est à peine soupçonnée; c'est qu'elle manque de moyens pour se manifester. Il y a peu de journaux locaux, et ceux-ci s'occupent presque exclusivement, des intérêts européens; ceux de la métropole n'impriment guère qu'une prose bien tournée et les indigènes, même lettrés, ne sont pas tous des stylistes.

N'étant pas électeurs, ils n'ont pas d'élus, qu'ils puissent charger de leurs revendications. Les parlementaires coloniaux représentent des collèges forts réduits, qui comprennent quelques centaines de blancs et autant d'indigènes privilégiés. Avec l'électorat ces derniers possèdent le système judiciaire français, ils n'ont donc pas à le réclamer.

Les améliorations judiciaires que souhaite l'opinion indigène, sont issues de la vieille politique d'assimilation. Nos magistrats ont sa faveur, en raison d'abord de leur impartialité, et en second lieu du respect qu'ils ont de la défense.

A la vérité, les Administrateurs-Juges, ne sont pas dépourvus d'impartialité, mais, ou bien elle n'est pas

assez éclairée, ou bien elle est déformée par les habitudes administratives.

Quant aux droits de la défense devant les Tribunaux Indigènes, ils sont assez limités ; dans la plupart des colonies les avocats ne peuvent même pas y plaider ou conclure.

L'Administration Coloniale a l'habitude de considérer l'indigène comme sa chose. S'il s'avise de consulter un avocat, elle ne lui épargne pas ses rigueurs. Celui qui souffre n'aurait-il plus le droit de chercher un remède à ses maux ? Il faudrait être insensé pour décider qu'une justice présidée par des fonctionnaires français, une justice française par conséquent, doive vivre et agir au milieu des ténèbres. Qu'on ne fasse pas à l'avocat l'injure de prétendre qu'il pourrait semer des germes d'hostilité à l'autorité française ; dans ces pays, où il n'y a qu'une poignée de blancs il ne s'écartera jamais du patriotisme supérieur qui s'impose à tous.

Aussi convient-il de signaler, parmi les garanties transitoires à concéder au justiciable indigène, l'extension du rôle de l'avocat ou défenseur. L'exercice de son ministère serait admis, non seulement devant la future juridiction supérieure, mais devant tous les Tribunaux indigènes.

Enfin, il y aurait lieu, à l'exemple de la législation belge du Congo, de fortifier le rôle du ministère public

près de toutes les juridictions, pour cette raison, excellentement donnée dans le rapport qui précède le décret belge du 11 août 1913, que « les Tribunaux n'ont pas encore un barreau organisé comme dans la métropole pour les éclairer et faciliter leur tâche. »

*Paragraphe 4***Code de l'Indigénat**

Toutes mesures de protection de l'indigène, provisoires ou définitives, seraient vaines sans la suppression du Code de l'indigénat.

Code de l'Indigénat, telle est l'appellation donnée par l'usage à l'ensemble des textes réglementant les pouvoirs disciplinaires.

En vertu de ces textes, l'Administrateur peut infliger quinze jours de prison et cent francs d'amende à l'indigène, avec possibilité indéfinie de renouvellement, pour des infractions, dont ils existe énumération, mais qui sont si élastiques que leur interprétation laisse le champ entièrement libre au bon plaisir.

En la matière, l'Administrateur, comme le capitaine sur son navire, est « maître après Dieu », il ne relève que de sa conscience.

Contre les décisions disciplinaires les textes prévoient bien le recours au Gouverneur en conseil privé. mais cela ne correspond à rien dans la pratique ; l'indigène l'ignore, on ne peut exiger du fonctionnaire qui vient de le frapper, qu'il le lui apprenne. Si l'indi-

gène connaît ses droits, il estimera, avec un certain bon sens, qu'à se plaindre il risquerait des représailles pour l'avenir ; s'il s'enhardit à le faire, il lui faudra, pour parvenir à un résultat, de la patience, des appuis, et ce ne sera pas toujours suffisant. Une enquête est difficile ; le Gouverneur ne peut guère demander d'explications qu'au fonctionnaire incriminé ; comment, dans ces conditions, ne lui sembleraient-elles pas satisfaisantes?

Assurément, les textes sur l'indigénat, n'ont pas été pris uniquement pour faciliter les abus de pouvoir ; ils ont été inspirés par cette idée que l'indigène n'est ému par le châtement que lorsqu'il vient immédiatement après la faute.

Il a déjà été dit que l'indigène appréciait la célérité des décisions judiciaires ; on pourrait ajouter que nombre d'Européens sont dans ce cas. Mais cela ne signifie pas que le châtement serait sans effet s'il n'intervenait pas avec la rapidité de la foudre. Il sera toujours efficace, s'il y a eu faute ; hélas ! la fantaisie de celui qui punit étant sa seule règle, il y aura, tôt ou tard, châtement sans faute. La pente est si glissante. Quelles limites assigner aux infractions disciplinaires qui se résument en une « offense à l'autorité » ? Où commence cette offense, où finit-elle ? Il y aura offense par l'indigène, quand il n'aura pas ou aura mal salué le commis des affaires indigènes ou civiles, dont il ignorait la qualité ; il y aura offense par le chef du village pour

sa lenteur à offrir les poulets et le cabri d'usage, sa mauvaise volonté dans le recrutement de concubines de choix. L'Européen, en délicatesse avec l'Administration, n'échappera pas aux brimades ; il se verra enlever son cuisinier à l'heure du repas, et son employé à l'ouverture des magasins.

Aussi l'indigénat pèse-t-il lourdement sur la liberté de nos sujets. Sa suppression s'impose ; elle s'impose en fait et en droit. En fait, puisqu'il est trop démontré qu'il peut être le régime de la tracasserie quand il n'est pas celui de l'oppression ; en droit, car il est la violation formelle du principe de la séparation des pouvoirs. Il paraît que ce principe n'a pas cours aux colonies ; c'est, du moins ce qu'écrivait, en 1906, le Ministre des Colonies, dans ses instructions au Commissaire Général du Congo : « Pour les peuples primitifs, le plus haut attribut de la souveraineté est le pouvoir de régler les différends et de punir les crimes. L'indigène ne peut comprendre le principe de la séparation des pouvoirs. »

La confusion des pouvoirs, Saint-Louis rendant la justice sous le chêne de Vincennes, c'est admirable ; mais les Administrateurs et Chefs de poste ne sont pas tous des petits Saint Louis. Au surplus, Saint Louis ne pouvait, à lui seul, trancher tous les litiges du royaume ; la justice était dévolue aux baillis et sénéchaux, et, même, dès ce moment, au Parlement, lequel, bien que l'administrant au nom du roi, ne tarda pas à manifester son indépendance. Pour être formulé, le

principe de la séparation des pouvoirs dut attendre la déclaration des Droits de l'Homme, mais la séparation était déjà une réalité.

Sans doute le raisonnement ministériel est fondé sur l'histoire à d'autres périodes, mais si l'on examine celle de la France à ses débuts, on constate que les Mérovingiens eux-mêmes déléguaient leurs pouvoirs de justice à un conseil constitué à l'image du concilium principis des empereurs romains. Assurément, il n'est pas niable que les collectivités, multiples et restreintes, dont les assemblages formèrent plus tard les nations, tribus nomades qui erraient à travers le globe, ne devaient guère se soucier de la séparation des pouvoirs. L'autorité, celle des plus forts ou des plus habiles, était une et sans limites, mais les occasions de son action intérieure devaient être aussi simples que rares, les groupes vivant alors dans une sorte de communisme. Est-ce donc cette civilisation à rebours que nous voudrions inculquer à l'indigène qui n'en aurait pas moins sous les yeux tout le luxe de nos institutions?

De tels arguments préhistoriques ne sauraient dissuader le législateur colonial de supprimer l'indigénat. Des exemples plus récents peuvent, au contraire, le rassurer.

En Algérie, la pacification s'est accomplie sans que l'Administration se soit crue, tout d'abord obligée, d'inventer des tourments spéciaux pour les vaincus. A vrai dire, vingt-quatre ans après la conquête, les chefs des

bureaux arabes reçurent le droit d'infliger certaines peines aux indigènes. Ce droit disparut en 1868. Puis, en 1874, survint une période de réaction qui provoqua l'institution d'un Code de l'Indigénat, toujours en vigueur, mais dont la suppression est imminente. Le régime est, néanmoins, assez paternel : les peines sont minimes, un à cinq jours de prison, un à quinze francs d'amende ; prison et amende peuvent être transformées en prestations, au gré des contrevenants ; ces derniers peuvent appeler devant les préfets, sous-préfets, et se défendre devant eux en personne.

Le système disciplinaire algérien, on le voit, ne ressemble que de nom à celui en usage dans nos possessions nouvelles, où l'indigène ne peut ni appeler de la décision qui le frappe, ni se défendre, ni même être jugé, où il a simplement le droit d'être puni. Pourtant avant notre occupation, cet indigène n'avait que des rudiments d'organisation sociale, il était, par conséquent, malléable, apte à recevoir, sans délai, l'empreinte civilisatrice. Au contraire, en Algérie, le législateur se trouvait en présence d'une civilisation qui faillit jadis submerger la nôtre et qui se défendait encore de toute la haine de son fanatisme religieux.

En Cochinchine, le Code de l'Indigénat a pu être supprimé dès 1903, car, à cette époque, la politique d'association était dans l'enfance ; les populations, moins inquiétées, ne s'en sont montrées que plus dociles. Voici ce que disait à ce sujet, le Gouverneur Rodier :

« La suppression du régime de l'indigénat n'a pas eu les fâcheuses conséquences que pronostiquaient quelques conservateurs trop absolus. Rien n'est immuable et l'évolution est la grande loi pour les institutions comme pour les êtres. »

Cette évolution, bien que rapide, n'a peut-être pas eu le temps de se développer dans certaines régions, à peine pacifiées. Le maintien de l'indigénat pourrait y être toléré, mais à titre exceptionnel. Il appartiendrait au pouvoir central de déterminer avec soin, le rayon de ces territoires, ainsi que la durée du régime. Dans les autres, toutes contraventions seraient soumises aux Tribunaux répressifs, mais pour prévenir la fuite des délinquants, que favorise l'immensité de la brousse, les bases de la détention préventive seraient élargies.

Le caractère essentiellement temporaire de ces dispositions devrait être nettement stipulé, autant pour décourager toutes tentatives d'extension de leur champ d'application, que pour les faire accepter par l'indigène, car ce qui nous l'aliène le plus, ce sont ces mesures d'exception qui l'atteignent évidemment dans ses intérêts, mais surtout dans sa dignité.

### CHAPITRE III

#### **De la politique d'association dans l'organisation politique**

L'émancipation politique de l'indigène ne fait pas, évidemment, partie du programme de la politique d'association.

Rien n'a, jusqu'à présent, été fait, aussi bien dans l'Ouest Africain qu'à Madagascar pour l'initier à la gestion et au contrôle des affaires publiques. Les quelques commissions municipales et Chambres de commerce qui y ont été créées comprennent un petit nombre d'indigènes, mais ils sont à la discrétion des gouverneurs qui les nomment et les révoquent comme bon leur semble.

Il faut, pourtant, signaler un embryon d'organisation municipale indigène à Madagascar, le fokonolona ; cette institution existait, avant l'occupation, sur les côtes est et nord ; elle a été développée par nous et étendue à plusieurs circonscriptions de la grande île.

Partout ailleurs l'Administration Coloniale a jugé bon de respecter l'état social préexistant. A Madagascar, il

y avait des chefs jouissant jusqu'en 1896 de prérogatives rappelant celles des seigneurs féodaux ; elle en a fait des gouverneurs indigènes, des gouverneurs madinika. Dans l'Ouest Africain, au contraire, elle a donné la consécration à des chefs sans autorité bien assise, elle en a institué parfois où il n'y en avait pas. C'est qu'avant notre arrivée c'était le règne de l'anarchie ; l'existence d'un chef suppose celle d'une agglomération ; or d'agglomération il n'en existait pas, un village n'était que la rencontre fortuite de plusieurs familles ; le seul organisme social était la famille. Il y eut bien des chefs pillards et tyranniques, contre lesquels la France dut envoyer des expéditions, Samory, Béhanzin, mais leur autorité était individuelle, fétiche ; leurs sujets craignaient bien plus leur pouvoir surnaturel que la cruauté de leurs sofas ou amazones. Encore aujourd'hui les contemporains de Béhanzin s'étonnent qu'il ait été battu par les blancs, car, disent-ils, dans les combats il avait la puissance de renvoyer droit au cœur de son adversaire la balle qui lui était destinée.

Quels que soient les quartiers de noblesse des auto-rités indigènes, le contrôle du fonctionnaire colonial n'est pas tel qu'il puisse empêcher les exactions de continuer à fleurir, si bien que l'administré, le serf-esclave d'hier, n'est pas éloigné de voir en lui le complice de ses oppresseurs.

Le maintien du statu quo est un procédé d'adminis-

tration commode, mais il compromet l'avenir de notre prestige, il faut donc y renoncer.

Assurément, la concession immédiate et intégrale de nos droits politiques à l'indigène serait une imprudence. Notre autorité pourrait y perdre et ce serait risquer d'envoyer au Parlement des législateurs par trop novices. Par contre, il est temps de commencer son éducation politique ; c'est le complément logique de son éducation économique qui marche à grands pas, bien qu'on se refuse à le constater et qu'on s'obstine à ne considérer que l'homme qui se différencie le plus du civilisé au lieu de celui qui tend à s'en rapprocher.

La persistance de cette erreur est imputable pour beaucoup à la littérature coloniale. Il semble, en effet, qu'elle ne parvienne pas à se débarrasser de ce pittoresque qui agrémentait les premiers récits des missionnaires et des explorateurs et qu'elle rivalise volontiers sur ce point avec les « annales de la propagation de la foi » ou le « dernier des Mohicans ».

Il n'y a pourtant qu'à ouvrir les yeux. A lui seul, l'indigène est tous les corps de métiers ; il est maçon, charpentier, quelquefois entrepreneur et architecte ; il est télégraphiste, instituteur ; commerçant, il est en relations directes pour l'expédition de ses produits comme pour ses achats, avec les maisons de Marseille ou Liverpool.

Nous n'avions pas à lui marchander l'éducation économique, car nous avons besoin de son intelligence et

de ses bras. Afin de rendre plus complète sa collaboration, nous avons fait, pour l'instruire, un effort considérable. Son esprit s'ouvre aux règles des arts mécaniques, aux usages de la vie commerciale, mais aussi il entrevoit les horizons de la liberté. Les vieux coloniaux s'en affligent. Ils redoutent que l'octroi de libertés nouvelles n'aggrave certaines difficultés de direction qu'ils ne rencontraient pas autrefois, difficultés qui leur sont précisément suscitées par les indigènes qui ont le plus subi notre influence intellectuelle.

Il est naturel que les idées de réforme germent dans des cerveaux en progrès, et il est probable qu'un peu de liberté fera naître le désir d'une liberté plus grande. C'est une loi humaine à laquelle nous devons nous soumettre. L'évolution des individus entraîne l'évolution du régime; celle de l'indigène doit nous décider à modifier notre méthode première.

Lors de la discussion au Sénat, le 30 janvier 1919, de la loi sur le statut électoral des indigènes algériens, le rapporteur s'expliquait en ces termes : « Ce régime de surveillance systématique et de répression immédiate est né de l'occupation militaire et l'on peut dire qu'il en tient lieu. Faut-il le laisser subsister aux causes qui l'ont provoqué, alors que celles-ci ont disparu ou se sont modifiées? La tentation est forte, je le comprends, de recourir à des méthodes d'autorité, non point parce qu'elles répondent à des nécessités impérieuses et ac-

tuelles, mais parce qu'elles sont faciles et rapides... La participation des indigènes, non pas à des débats sur des problèmes de politique générale, mais à des délibérations, à des décisions sur des questions concernant leurs intérêts très proches, intérêts collectifs et intérêts personnels, n'est-elle pas de nature à développer leur réflexion et à leur rendre plus sensible la solidarité qui existe entre eux et les colons d'Algérie, et même les Français de la métropole? En relevant l'indigène, nous susciterons en lui les énergies créatrices, les facultés d'initiative dont il a perdu jusqu'au souvenir. Or, il n'est qu'un procédé pour le relever à ses propres yeux, c'est de lui conférer une nouvelle dignité qui se traduise immédiatement à lui par des avantages certains.

Nos honorables collègues d'Algérie sont-ils bien convaincus que l'exercice des droits politiques n'aura pas une influence utile sur la paix publique? Les controverses locales, même passionnées, auxquelles les indigènes pourront se livrer ne valent-elles pas mieux que les conciliabules obscurs auxquels se trouve trop souvent réduit un peuple qui n'a pas le droit de se faire entendre? »

Il n'y aurait qu'à changer un mot, celui d'Algérie par Madagascar ou Ouest Africain pour que ces considérations puissent s'appliquer à ces dernières possessions.

On pourrait faire remarquer que pourtant la cul-

ture de l'indigène algérien est, en général, plus avancée que celle du Sénégalais ou du Malgache. Peut-être; mais à aucune période son indépendance n'a été aussi contenue que la leur, si bien que leurs progrès sociaux n'ont pas eu les moyens de se manifester extérieurement autant que les siens. L'indigène algérien n'a pas cessé, ni de s'administrer lui-même, sous l'autorité du maire dans les communes de plein exercice et dans les communes mixtes sous celle de l'Administrateur, ni de participer à l'établissement du budget communal dont les fonds étaient consacrés aux dépenses d'utilité locale. Son régime disciplinaire, ainsi qu'il a été dit, n'était pas très rigoureux. Ces franchises initiales, œuvre d'une sage politique d'assimilation, lui ont permis de formuler des revendications et d'obtenir, à la longue, l'amélioration de sa condition. Par la proscription de toute tentative d'assimilation, l'indigène de nos colonies nouvelles a été condamné à souffrir sans pouvoir faire entendre sa plainte. Pour faire contrepoids à l'absolutisme administratif, il ne peut se faire représenter, il n'a pas le droit de former d'associations. Il ne rompra son silence que sur l'initiative généreuse du législateur.

La capacité politique qu'il pourrait lui accorder ne serait pas uniforme. Dans certaines parties de nos colonies, elle se bornerait, tout d'abord, à l'élection d'une commission communale. Sa formation politique n'est, en effet, possible que s'il peut constater lui-même les

résultats de ses actes politiques et que si l'action de ses représentants se développe sous ses yeux. Ailleurs, il pourrait prendre part, au même titre que les citoyens français, à toutes élections aux assemblées délibérantes existant déjà dans sa colonie ou qui pourraient y être créées. Il jouirait, en somme, de la naturalisation spéciale accordée par la loi du 4 février 1919, aux indigènes algériens qui veulent garder leur statut personnel tout en obtenant des droits politiques et l'accès aux emplois publics. Enfin, dans les localités où il se trouve depuis longtemps en contact permanent avec l'Européen, il pourrait, sans plus attendre, de même que l'habitant des quatre communes du Sénégal, devenir l'électeur complet. Ce serait une naturalisation globale; ceux-là, seuls, en seraient exclus qui ne consentiraient pas à abandonner leur statut personnel pour se soumettre entièrement à la loi française.

Chez les races non musulmanes, cet abandon se ferait très rapidement. L'expérience a, jusqu'à présent, démontré que ces races sont celles qui accueillent le plus rapidement notre civilisation. Les exemples abondent. De plus en plus, les hommes acceptent de n'avoir qu'une seule compagne; telle coutume, comme celle de l'Ouest Africain, suivant laquelle les héritages se transmettent de l'oncle, frère de la mère, au neveu et non du père au fils, est en défaveur croissante. Le père qui, par ses rapports fréquents avec nous, apprécie nos usages, cherche le plus souvent à faire de son

fil, par le moyen des donations, son véritable héritier.

Au reste, nous avons des exemples autrement frappants de renonciation à des traditions, car ils nous sont fournis par des civilisations avancées. Un quart de siècle a suffi au Japon pour adopter, dans son ensemble, la civilisation européenne et abandonner la sienne. En Algérie, avant le décret Crémieux, de 1870, qui fit d'eux des citoyens, les Israélites devaient respecter certains rites, par exemple l'obligation pour un frère d'épouser la veuve de son frère; ils ont dû y renoncer, et ils y ont renoncé sans peine afin de pouvoir bénéficier du décret.

En dehors de la naturalisation globale, comme celle octroyée aux Israélites et aux Sénégalais des quatre communes, la naturalisation individuelle continuerait à être accordée, mais la procédure en vigueur serait remplacée par celle prévue par la loi du 30 janvier 1919 sur la naturalisation des indigènes algériens. Les textes de l'Afrique Occidentale, de l'Afrique Equatoriale et de Madagascar, font de la naturalisation une faveur d'un accès hérissé de difficultés. Avant d'arriver jusqu'au Président de la République, la demande doit franchir une série de bureaux qui constituent autant d'obstacles, où c'est miracle qu'elle ne succombe pas. La procédure est uniquement administrative.

Toute autre est la procédure algérienne; elle est entièrement judiciaire. La naturalisation n'est plus une

faveur, elle devient un droit auquel la consécration est donnée par le Tribunal de première instance. S'il n'y a pas d'opposition à la demande dans un délai de deux mois, le Tribunal déclare que le postulant remplit les conditions fixées par la loi et l'admet à la qualité de citoyen français; sinon il examine si l'opposition est fondée. Le pourvoi en cassation est ouvert contre la décision du Tribunal.

La loi peut paraître hardie; elle n'est, pourtant, pas l'œuvre irréfléchie de révolutionnaires; elle est celle, longuement délibérée, du Gouverneur Général de l'Algérie, lui-même; on peut en conclure que, si nos possessions ont entre elles de nombreuses ressemblances, leurs administrateurs ne se ressemblent pas.

Récemment, à la tribune de la Chambre, un ancien président du Conseil, partisan de l'exercice par les femmes des droits politiques, s'écriait : « Dans une démocratie ceux qui ne votent pas ne comptent pas. » Ce n'est pas un paradoxe de dire que les colonies souffrent du mal de « ceux qui ne votent pas », de l'absence de politique. La liberté est faite de l'équilibre des pouvoirs; pour qu'il y ait équilibre aux colonies, il faut à la toute-puissance administrative le contre-poids d'assemblées élues. L'indigène ne parviendra à la conscience de sa dignité, au respect de soi-même que par la liberté.

## CHAPITRE IV

**De la politique d'association  
dans l'organisation économique**

L'intérêt que nous avons au développement de l'activité économique indigène nous interdisait de l'emprisonner dans des règles trop étroites; mais la politique d'association ne l'a pas favorisé.

Avant toutes choses, c'est de notre besoin d'expansion économique qu'est né notre empire colonial; pour mettre en valeur ses ressources immenses nous apportions les capitaux, l'outillage, mais il nous fallait trouver sur place la main-d'œuvre. Jusqu'à notre arrivée, il n'en existait pas d'autre que l'esclavage; toute la production sortait de ses mains. L'indigène n'admettait pas la possibilité d'une autre organisation du travail; il considérait que le vainqueur, plutôt que de tuer le vaincu, devait le faire travailler; il pensait, avec Tacite, qu'« il est honteux de travailler pour obtenir ce qu'on peut se procurer par la guerre ». Ce n'était pas que le sentiment du maître, c'était aussi

celui de l'esclave; dès que ce dernier parvenait à s'affranchir, son premier souci était d'avoir lui-même des esclaves.

Une fois la sécurité assurée dans la plupart des territoires occupés, la France s'est mise en devoir de supprimer l'esclavage.

L'organisation du travail indigène se ressent encore de sa suppression; à Madagascar, elle suivit de près la conquête; pourtant l'esclavage n'y était pas très sévère, il correspondait assez à la clientèle romaine. L'esclave, devenu vieux et infirme, restait l'hôte du maître. Dans l'Ouest Africain, il a fallu l'acquittement scandaleux, en 1904, d'un européen pour qu'on s'aperçut qu'aucun texte ne réprimait la traite terrestre; le 12 décembre 1905, intervenait le décret la réprimant en Afrique Occidentale française et au Congo. Jusqu'alors l'Administration avait craint de compromettre, par une lutte ardente contre l'esclavage, le succès de notre pénétration; il faut reconnaître que les nations étrangères qui, comme la France, avaient signé l'Acte de Bruxelles usaient d'une tolérance peut-être plus grande pour les pratiques esclavagistes, dans leurs colonies voisines des nôtres. Notre Ouest Africain avait, d'ailleurs, été trop longtemps le grand fournisseur de « bois d'ébène » du monde entier pour que la disparition de l'esclavage put être réalisée en un jour. Nous ne reconnaissons pas, en principe, l'état de captivité; il n'était pas besoin pour cela de texte spécial puis-

qu'il était contraire au droit naturel; mais nous ne prenions aucune mesure sérieuse pour le supprimer.

Cette méthode, inspirée au début par des considérations d'ordre politique et économique non sans valeur, aurait dû être irrévocablement abandonnée dès après le décret de 1905. Cependant, les gouverneurs n'ont pas hésité à renouveler par écrit et surtout verbalement les recommandations de prudence. C'est que la politique d'association venait de faire la conquête de la doctrine coloniale; le décret de 1905 n'était qu'un hasard qu'avaient fait naître des faits de traite commis par un européen; or le sentiment intime de cette politique est que l'organisation sociale qui convient le mieux à l'indigène est celle qu'il s'est faite lui-même au cours des siècles. De nos jours, si la traite, la razzia, n'est plus guère qu'un souvenir, il n'en existe pas moins des vestiges tenaces d'esclavage; il suffit de feuilleter les archives d'un poste administratif pour constater qu'il est souvent question d'un « serviteur à vie » ou « captif de case ». On prétend qu'il reste dans sa condition de son plein gré; ce serait à vérifier; il nous est difficile de percer le mystère du lien fétiche qui unit l'esclave au maître, mais la force peut le rompre; nous avons cette force, pourquoi ne pas en essayer l'usage? On dit aussi qu'il n'a pas l'idée d'un autre sort. C'est qu'il a peur de l'inconnu, qu'il a peur de la faim.

Pour dissiper les craintes de cet esclave attardé dans

ses chaînes, en même temps que pour l'élever en dignité, il faut lui montrer le chemin de la mine, de la distillerie, de la scierie, etc..., lui apprendre l'effort libre; il faut que l'Européen s'applique à le traiter en homme libre en oubliant les procédés « persuasifs » que pratiquait autrefois le propriétaire d'esclaves auquel il s'adressait pour avoir des travailleurs; il faut enfin que l'indigène, né libre, se débarrasse de tout préjugé contre le travail manuel jadis réservé à l'esclave. Déjà cet indigène se décide à louer ses services, car ses besoins augmentent alors que ses possibilités de les satisfaire sans travailler diminuent; il y viendrait encore plus vite si les commerçants concurrençaient énergiquement le travail servile, en substituant aux ustensiles spéciaux qu'il produit des articles européens de remplacement.

Actuellement, dans l'Ouest Africain et à Madagascar, la main-d'œuvre disponible est considérable. Il y a même des indigènes qui ne craignent pas d'aller travailler au loin pour revenir, plusieurs mois ou plusieurs années après, rapportant chez eux un pécule sérieux : les Antaimoro à Madagascar, les Ouolofs, les Kroomen, les Bambaras dans l'Ouest Africain.

Que vaut cette main-d'œuvre libre? formée à l'école de l'esclavage s'accomode-t-elle du salariat? L'ouvrier indigène ne s'intéresse à sa besogne qu'autant qu'on lui procure l'emploi de ses salaires. Il a peu d'ambition et sa subsistance : banane, poisson fumé,

maïs, mil ou riz, est à très bas prix : il travaille donc surtout pour le superflu, afin d'acheter un boubou, un gris-gris, des noix de colas. Nous l'avions initié aux voluptés de l'alcool, et ce superflu était en voie de devenir pour lui le nécessaire. Chaque jour, dans nos ports coloniaux, étaient débarquées des tonnes et des tonnes de gin ou de genièvre. Le poison venait en grande partie d'Allemagne. Un député au Reichstag, à qui un collègue reprochait d'en fabriquer, eut le cynisme de répondre : « Ce n'est que pour les colonies françaises ». La guerre a eu pour nos colonies une conséquence heureuse : la suppression de l'alcool.

En attendant que, par le développement de besoins nouveaux, la nécessité du travail s'impose davantage à l'indigène, le salariat ne sera accepté par lui, que s'il n'est pas un succédané de l'esclavage.

A Madagascar, il est libre et conventionnel depuis le 16 janvier 1900 ; il l'est resté malgré les efforts de la Chambre d'agriculture et des colons, partisans de l'intervention administrative pour le recrutement des travailleurs de même que pour leur discipline sur le chantier. Il est, par conséquent, régi par notre Code civil ; cependant, depuis 1905, sous l'influence évidente de la politique d'association, il a été fait des dérogations importantes au droit commun. La première est la création d'un « Conseil d'arbitrage » qui peut prononcer contre l'ouvrier indigène la contrainte par corps. La

seconde, encore plus grave, est l'œuvre du décret du 7 novembre 1911. Aux termes de ce décret, l'utilisation par l'indigène des salaires qui lui ont été avancés est un délit, s'il n'exécute pas volontairement le travail auquel il s'était engagé pour recevoir ces avances; il importe peu que ces avances consistent en espèces, effets, deniers ou marchandises. Le décret qualifie cette utilisation détournement, et la punit des peines portées à l'article 406 du Code Pénal.

En Afrique Occidentale, où la main-d'œuvre est également contractuelle, un décret identique avait été pris, le 10 juin 1911, contre l'utilisation — détournement par l'indigène des avances de salaires.

Tout détournement est répréhensible, mais y a-t-il nécessité à faire ces avances? Certainement non. L'ouvrier indigène, bien qu'étant par définition, un besogneux, n'a pas de besoins tellement impérieux que l'Européen doive, au moment précis où il l'engage, les satisfaire sans tarder. Il n'est pas en peine de trouver qui l'héberge durant quelques jours, jusqu'au règlement de la première semaine, de la première quinzaine; l'Européen lui-même pourrait s'en charger. Certes, si on lui propose des avances il se laissera tenter, il acceptera, et les avances seront immédiatement dissipées; il sera, dès lors, à la merci de son employeur.

Il eût été plus sage de prévenir un délit que de le réprimer, et puisque, aussi bien, il s'agissait de créer une exception au droit commun il n'eût pas été plus

difficile d'édicter une interdiction d'avancer les salaires indigènes que des pénalités pour leur dissipation. En tous cas, il est illogique qu'aucune garantie correspondante n'ait été accordée à l'indigène qui fait crédit à son patron, qui lui « avance du travail », car, à côté de l'Européen qui avance les salaires, il y a celui qui ne les règle pas, ou les règle à coups de bâtons. Le degré de responsabilité de ce dernier étant plus élevé que celui de l'indigène, il devrait, *a fortiori*, être comme lui, punissable des peines de l'abus de confiance. A défaut de réciprocité pénale, il serait de stricte équité d'exiger de l'engagiste le dépôt préalable dans une caisse publique, du montant des salaires à terme.

Un effort pour assurer le paiement de ces salaires a été fait au Congo Français, par le décret du 15 juillet 1912. Ce décret exige le versement dans une caisse du Trésor, non pas des salaires à échoir, mais des salaires dus, et seulement tous les six mois, dans le cas où le contrat les déclare payables en fin d'engagement. Le délai est bien trop long ; telle quelle, cette mesure constitue l'innovation la plus heureuse de la réglementation du travail au Congo, réglementation instaurée par le décret du 7 avril 1911.

Ce dernier décret crée un contrat-type, dont les dispositions ne sont pas par elles-mêmes des exceptions au droit commun, mais dont l'ensemble forme un moule dans lequel doivent être obligatoirement coulées toutes conventions relatives à la main-d'œuvre.

Certaines prescriptions sont louables. Telles sont : l'obligation d'une visite médicale qui empêche l'engagement d'indigènes trop jeunes ou trop faibles; celle du paiement en numéraire de tous les salaires, car le paiement en marchandises faisait de l'engagé un acheteur forcé, sur les salaires duquel l'employeur pouvait impunément spéculer.

D'autres prescriptions sont sans raison bien apparente. On se demande, par exemple, pourquoi l'article 2 ne déclare le contrat-type applicable, que si l'engagement est de plus de trois mois, pourquoi la durée du contrat ne peut excéder deux ans.

D'autres encore sont plutôt inutiles, comme l'article 12, suivant lequel « les engagés doivent être convenablement logés et couchés selon la mode indigène. »

Enfin, certaines dispositions sont critiquables, celles ayant trait au rapatriement, aux retenues de salaires, à la conciliation administrative, à la répression des manœuvres dites frauduleuses en vue d'amener les indigènes à s'engager, celles relatives aux accidents du travail.

Le rapatriement n'est pas dû à l'engagé, en vertu des articles 13 et 27, si le contrat est rompu par sa faute. Il est anti-social de ne pas le rapatrier immédiatement, s'il le demande, car c'est le condamner au vagabondage. L'engagiste a des chances de gain; il doit assumer quelques risques de perte.

L'article 27 attribue à l'engagiste le droit de prati-

quer sur le salaire une retenue double du temps d'absence, pourvu que cette absence ait été illégitime ; à la fois juge et partie, le maître aura de la peine à garder son impartialité, il sera tenté de réaliser un profit en déclarant que l'absence n'est pas légitime.

L'article 17 donne mission aux administrateurs, chefs de circonscription et de subdivision d'inspecter les chantiers et de recevoir les réclamations respectives des parties qu'ils « s'attacheront, le cas échéant, à concilier ». Faire de l'administrateur un juge, même un juge conciliateur, entre blanc et noir, ce sera toujours compromettre les intérêts de ce dernier, non pas qu'il faille douter de l'intégrité du fonctionnaire, mais parce que le noir est vis-à-vis de lui dans un état de subordination disciplinaire tel qu'il ne se sentira pas la force de discuter librement, ni de résister à ses avis.

Le décret aurait manqué aux traditions des décrets coloniaux, s'il n'avait pas trouvé l'occasion d'instituer des délits nouveaux. Deux catégories de délits sont envisagées par les articles suivants :

« Art. 22. — Quiconque à l'aide de menaces, violences ou manœuvres frauduleuses a exploité la bonne foi des indigènes ou entravé l'exercice de leur libre volonté, soit pour les amener à s'engager, soit au contraire pour les détourner de contracter des engagements de travail, est passible d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 fr. à 100 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement,

sans préjudice des autres peines de droit commun qui pourraient être encourues de ce chef. En cas de récidive, les coupables sont passibles d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 300 fr. à 1.000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 23. — Quiconque à l'aide de menaces, violences, dons, promesses ou manœuvres frauduleuses, a déterminé ou excité les travailleurs engagés à abandonner, pendant le cours de l'engagement, l'exploitation ou l'atelier auquel ils étaient attachés, est passible d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 16 à 500 francs, ou l'une de ces deux peines seulement. »

Les délits de la première catégorie sont caractérisés par des manœuvres frauduleuses qui aboutissent à faire contracter un engagement de travail, les sanctions prévues semblent être la sauvegarde de l'indigène; ceux de la deuxième catégorie consistent en des manœuvres qui, au contraire, parviennent à détourner ce dernier soit de contracter, soit de continuer l'exécution du contrat, leur répression renforce l'autorité de l'employeur.

Au premier examen, le texte paraît protéger également chacun des co-contractants; pour l'indigène, c'est une erreur. En effet, les manœuvres ne peuvent être frauduleuses que si le contrat en vue duquel elles sont faites n'est pas la réalisation des promesses antérieures, que si ce contrat n'est pas un contrat de bonne foi. Comment en serait-il autrement, puisque toutes ses

clauses doivent être conformes aux prescriptions du décret, qu'il est soumis à des formalités administratives très strictes, énumérées par les articles 4, 6, 7 et 8 et qu'en vertu de l'article 5, l'agent de l'administration doit s'assurer que l'indigène a « la volonté libre de contracter. » Ces précautions détruisent toute possibilité de délit à l'encontre de l'indigène, mais l'habileté de la rédaction, par l'apparence d'un égal souci des intérêts en jeu, a rendu plus facile l'octroi de garanties patronales, vraiment excessives.

La responsabilité des accidents du travail est traitée par l'article 26 : « Si l'absence est due à la maladie, ou à une indisponibilité provenant d'un accident du travail, l'engagé a droit aux soins médicaux, à la nourriture, au logement et, pendant un mois au maximum, au tiers de son salaire.

Lorsque la maladie ou l'indisponibilité dureront moins d'un mois, l'engagiste pourra exiger, à l'expiration du contrat, que l'engagé fournisse un nombre de journées de travail égal à celui pendant lequel il a été malade ou indisponible. Dans ce cas, l'engagé aura droit à son salaire habituel.

Lorsque la maladie ou l'indisponibilité dureront plus d'un mois sans interruption, la résiliation du contrat pourra être demandée par l'engagiste, sous les réserves indiquées à l'article 13 en ce qui concerne le rapatriement, et d'une équitable indemnité à fixer par le juge de paix au cas où la responsabilité de l'accident du

travail ayant provoqué l'indisponibilité n'est pas imputable à l'engagé. »

L'indemnité pour incapacité temporaire est du tiers du salaire et ne peut être versée pendant plus d'un mois. On pourrait souhaiter son quantum plus élevé et la période de versement plus longue. Quand l'incapacité dure plus d'un mois, qu'elle soit partielle ou absolue, temporaire ou permanente, l'engagiste peut se débarrasser de l'accidenté, la plupart du temps à peu de frais. Il peut, en vertu de l'article précité, demander la résiliation du contrat; il peut aussi ne pas la demander. Dans ce dernier cas il n'aura pas à verser d'« équitable indemnité », il aura seulement à sa charge les salaires de l'engagé et sa ration de vivres jusqu'à expiration du contrat. Si le contrat touche à sa fin, la charge sera légère, s'il se termine à ce moment elle sera nulle. Ce n'est que si l'accident survient au début d'un contrat à longue échéance que le maître consentira à courir la chance d'une instance pour faire déterminer l'« équitable indemnité. » Pour rester dans la logique du décret, le juge ne pourra pas la fixer à un taux supérieur au total des salaires et rations à devoir jusqu'à la fin du contrat, le patron ne formant précisément sa demande que dans l'espoir d'un chiffre moins élevé.

Néanmoins il est curieux que par la fixation de cette indemnité la porte soit ouverte, ou plutôt entr'ouverte, à ce qu'on appelle le « risque professionnel ». La loi du 8 avril 1898, n'ayant pas été promulguée en Afrique

Equatoriale, pas plus, au reste, que dans la plupart des colonies, l'engagé accidenté ne pouvait jusqu'alors obtenir réparation des conséquences d'un accident qu'en invoquant l'article 1382 du Code Civil, c'est-à-dire, en prouvant qu'une faute ou imprudence était imputable au patron. Désormais par application de l'article 26 du décret du 7 avril 1911, la charge de la preuve est renversée, c'est le patron qui doit articuler la faute de l'accidenté, s'il se refuse à verser toute « équitable indemnité ».

Cette reconnaissance implicite d'un risque professionnel réduit est un beau geste, mais sans grande utilité pratique, puisque la règle du risque professionnel ne peut entrer en vigueur qu'incidemment, au cours d'une demande de résiliation que le maître est libre de ne pas former.

La législation du travail indigène dans les colonies étrangères voisines, s'est moins préoccupée des modalités du contrat de travail que des accidents du travail. Un risque professionnel est admis par elles au profit de l'ouvrier indigène; bien que limité, son champ d'action est plus étendu qu'au Congo Français.

La législation du Congo belge sur les accidents du travail comprend des dispositions pénales, des dispositions préventives et des dispositions réparatrices.

Les dispositions pénales envisagent certaines infractions que relève contre le patron un fonctionnaire appelé « inspecteur de l'industrie », certaines inobservations

de précautions ordonnées aux établissements dangereux et insalubres, certaines sanctions pour les blessures et homicides par imprudence.

Parmi les dispositions préventives, il en est une qui retient l'attention. Aux termes d'un décret du 17 août 1910, l'engagé peut rompre son contrat sans préavis si son travail l'expose à un danger grave, qu'il ne pouvait prévoir au moment du contrat. Cette faculté a des conséquences heureuses; elle engage le maître à prendre toutes mesures de précaution; ici il fera couvrir les excavations, là il n'hésitera pas à faire revêtir les galeries souterraines de boiseries de soutènement. L'engagé devient de la sorte un ouvrier conscient pour lequel l'engagiste doit avoir des égards.

Quant aux conséquences de l'accident, s'il y a faute lourde ou dol imputable à l'engagé le maître peut rompre le contrat sans préavis. Il ne doit plus rien à la victime, pas même les soins médicaux; elle tombe à la charge de l'Assistance Publique. Pour le rapatriement, il reste dû, contrairement à ce qui a lieu en pareil cas au Congo Français; néanmoins le maître n'en est tenu qu'à la condition que l'engagé soit rapatrié dans le délai d'un mois à compter de la rupture du contrat.

Quand il n'y a pas faute lourde le maître peut, en observant le délai d'usage, mettre fin au contrat, s'il est à durée indéterminée. Lorsqu'il est à durée déterminée et que l'ouvrier ne peut reprendre son service, les Tribunaux décident de la rupture du contrat.

En tout cas, quelles que soient les conventions le maître doit gratuitement les soins nécessaires pendant une durée au moins égale à celle du délai de congé. Il doit également les salaires, à moins qu'ils n'aient été stipulés par journée de travail.

Ce sont ces salaires qui constituent l'indemnité forfaitaire, ainsi, d'ailleurs qu'au Congo Français, mais la base du risque professionnel y est plus large; dans notre possession pour en faire écarter l'application, il suffit de la faute, même légère, de l'engagé; au Congo belge, il faut la faute lourde.

Si, au contraire, il y a faute du patron, il va de soi que la réparation du préjudice soit régie par les principes généraux du droit commun, de même évidemment qu'au Congo Français, bien que les textes sur le contrat de travail y soient muets sur cette question.

Il est à remarquer qu'au Congo belge la tutelle des ouvriers indigènes est exercée, non par l'Administration comme au Congo Français, mais par le Procureur Général et tous les officiers du ministère public. Ils peuvent agir, par voie d'action principale, au nom des noirs lésés.

En Afrique Orientale précédemment Allemande, il est admis que l'accidenté, lorsqu'il est devenu incapable de continuer à remplir les obligations de son contrat, a droit, en principe, en sus du rapatriement et des frais médicaux, à ses salaires et nourriture jusqu'à l'expiration de ce contrat.

Dans l'Union Sud-Africaine, en exécution du « Native Labour Act de 1911 » l'indemnité en cas d'accident est fixée par l'inspecteur du travail. L'employeur accepte presque toujours de la payer et l'indigène renonce, par écrit, à toute action en dommages-intérêts, basée sur le droit commun.

En Rhodésie du sud, une indemnité forfaitaire est due à l'indigène qui travaille dans les mines si l'accident n'est pas causé par sa faute lourde. L'indemnité est fixée par le Secrétaire des Mines. En cas de désaccord il est statué par un Tribunal spécial, composé du magistrat du district, président, d'un assesseur désigné par l'employeur et d'un médecin.

Enfin, au Mozambique, un système d'indemnités, calculées suivant le degré d'incapacité est, prévu par une ordonnance du 12 juillet 1911.

Th. Heyse, dans « La législation du Congo belge sur les accidents du travail » préconise le principe de la réparation forfaitaire des accidents du travail dans les colonies récentes, car, dit-il, « il est bien plus difficile à l'indigène qu'à l'ouvrier blanc expérimenté de relever les circonstances qui peuvent servir à établir la faute du patron. » Il est hostile aux annuités. Il préfère l'indemnité fixe, pour ne pas grever les industries d'une charge permanente, attendu qu'elles ne peuvent guère réduire leurs risques, comme dans la métropole, par une assurance à prime minime. Il estime, au surplus, qu'il serait souvent impossible de s'assurer de l'identité des bénéfi-

ciaires d'annuités, mais que, l'indigène dissipant vite les sommes en sa possession, il serait bon de créer une « caisse officielle » qui recevrait les indemnités et les verserait aux accidentés par tranches, au fur et à mesure de leurs besoins.

Ces divers régimes du travail sont fortement imprégnés d'assimilation; ils sont l'œuvre de colonisateurs qui se sont davantage inspirés des données économiques en elles-mêmes que des catégories ethniques auxquelles ils voulaient les appliquer. Les lois économiques sont universelles; elles parviennent toujours à faire craquer l'armature dont on pourrait les revêtir; mieux vaut aller au devant de leur évolution que de tenter de la comprimer.

Chacun sait que le développement des pays neufs est subordonné à l'extension des voies de communication : chemins de fer, routes etc... Il a été beaucoup fait en ce sens, mais pas assez, en Afrique surtout où cette extension est en rapport direct avec la suppression du portage qui est considéré par l'indigène comme une sorte d'esclavage au profit du blanc; trop de transports s'y font encore à tête d'homme et la réquisition, qui enlève au travail libre des milliers d'individus, retarde leur apprentissage économique.

On peut dire que le progrès de la main-d'œuvre est lié à l'accroissement de l'outillage économique. Il subit également d'autres influences. L'indigène est, notamment, très sensible à la sécurité sanitaire que nous lui

apportons. A Madagascar, dans l'Ouest Africain, l'Assistance médicale indigène a beaucoup aidé à notre pénétration. Le zèle des médecins européens n'empêche pourtant pas que l'indigène ne soit tenté de voir en eux des représentants de l'Administration. Il faudrait stimuler l'initiative de l'indigène, créer suivant l'expression du médecin inspecteur des troupes coloniales Galley, des « organismes de mutualité indigène ». A Madagascar le service de l'assistance aux indigènes est presque exclusivement assuré par des indigènes nommés « médecins de colonisation » après cinq ans d'études à l'Ecole de Médecine de Tananarive. Il y a bien, en Afrique Occidentale, des aides-médecins indigènes, mais leur préparation est moins complète; il est actuellement question de créer une école analogue à celle de Tananarive. Dans le domaine médical, comme dans les autres, l'avenir appartient à la politique d'assimilation.

Il est à peine besoin de dire que l'assimilation doit être aussi la règle en matière commerciale. Une écrasante infériorité résulte pour l'indigène de la juridiction spéciale qui lui est imposée bien qu'aucune distinction ne semble être faite par la législation commerciale entre lui et l'européen; ils paient, l'un et l'autre, les mêmes droits de douane, acquittent les mêmes patentes.

Mais l'égalité fiscale s'arrête là. L'impôt de capitation n'est levé que sur l'indigène. Ainsi que son étymologie l'indique c'est une taxe « par tête », une taxe per-

sonnelle dont le quantum varie suivant les régions. C'est un impôt mal supporté : l'indigène paie sans s'en apercevoir les impôts indirects, il ne récrimine pas contre les droits forestiers, les patentes, etc... Mais l'impôt de capitation, qui n'est pas dépensé sous ses yeux, qui lui semble, au contraire, affecté aux besoins de l'européen qui n'y est pas assujetti, est considéré par lui comme la rançon du vaincu. Cette idée est entretenue par ceux en qui nous nous obstinons à placer notre confiance, par les chefs, que nous avons chargés de la perception de cet impôt et qui en profitent pour pressurer les contribuables. A Madagascar on a tenté de mettre un frein à leur cupidité, en les obligeant à délivrer des récépissés, mais la mesure est insuffisante. Un remède serait la perception directe de l'impôt, par le fonctionnaire français : le plus simple, le plus politique serait sa suppression progressive et rapide. Ce n'est pourtant pas la tendance actuelle ; dès qu'on a besoin de ressources nouvelles, on trouve commode d'augmenter le taux de capitation.

L'exemple de l'assimilation fiscale nous est donné, une fois encore, par l'Algérie. Les délégations financières viennent de voter la suppression des impôts arabes, qui constituaient un chapitre important du budget. Ce vote est d'autant plus méritoire que les délégations financières sont composées, pour les deux tiers, de citoyens français, lesquels ne sont pas les élus des indi-

gènes et n'avaient que profit sans charge à retirer des impôts arabes.

En législation foncière, une assimilation relative semble avoir été réalisée par les décrets sur l'immatriculation. La certitude du lendemain pour un immeuble n'est possible que par l'immatriculation aux livres fonciers. En Afrique Equatoriale cette immatriculation est réservée, pour des raisons inconnues, aux européens; en Afrique Occidentale et à Madagascar, elle est ouverte à l'indigène aussi bien qu'à l'européen.

Pour l'un et l'autre ce sont les Tribunaux Français qui tranchent les incidents auxquels peut donner lieu la procédure minutieuse qui précède l'immatriculation.

L'indigène lettré, le commerçant, l'artisan, sont, le plus souvent, propriétaires urbains, et ils le sont en vertu d'arrêtés de concessions; ils ont, par conséquent, une certaine conception du régime foncier; ils n'omettront pas d'affermir leurs droits de propriétaires et sauront, le cas échéant, discuter les oppositions faites à leurs demandes d'immatriculation; à leur tour ils feront opposition aux demandes formées en violation de leurs droits. Mais l'indigène du village reculé pensera-t-il à faire consacrer ses droits sur la terre qu'il possède? Il a, celui-là, un concurrent redoutable, l'Etat Français, dont le domaine s'élargit sans cesse au nom d'un autre droit, celui de l'Etat sur les terres vacantes et sans maître. C'est un droit sans limites; peuvent être déclarées vacantes toutes les terres en jachère, toutes

les forêts où ne s'abat pas périodiquement la hache du bûcheron.

Les partisans du droit de l'Etat invoquent des arguments qui bouleverseraient la société actuelle, s'il fallait les y mettre en pratique. La terre, disent-ils, appartient à l'humanité, aux hommes qui savent le mieux la féconder; les détenteurs indigènes n'étant pas de ceux-là, ils doivent céder le pas à de plus expérimentés. A vrai dire l'indigène ne connaît pas un droit de propriété semblable au nôtre; son droit sur un terrain déterminé s'établit par les travaux qu'il y exécute, mais son éducation agricole est rudimentaire, il ignore les procédés modernes qui augmentent la productivité du sol; l'épuisant rapidement, il le laisse reposer parfois longtemps. Il arrive ainsi que des étendues considérables sont en friche, mais leur abandon provisoire n'équivaut pas à un délaissement. Cela est si vrai que la zone d'exploitation de chaque village est parfaitement connue et respectée par les habitants du village voisin, sans qu'il soit besoin de cadastre.

Plutôt que de recourir à la mainmise de l'Etat sur ces étendues, il serait plus équitable de commencer par stimuler les facultés assimilatrices de l'indigène en l'initiant à nos méthodes de culture, puisqu'il y faudra venir tôt ou tard. Après être passées entre les mains de spéculateurs successifs, ces étendues reviendront bien un jour à un maître qui voudra les mettre en valeur. A quelle main-d'œuvre aura-t-il recours?

Il ne fera pas venir d'Europe, à grands frais, des cultivateurs et des bûcherons ; ils résisteraient mal au travail manuel et les salaires d'un seul d'entre eux, seraient aussi élevés que ceux de quinze indigènes ; il la recrutera sur place. L'autochtone continuera donc à exploiter le sol de ses ancêtres, mais de maître qu'il était, il sera devenu salarié.

Au moins recueillera-t-il une part des richesses que notre technique en aura fait surgir ? Il existe une certaine analogie entre le cas de cet indigène, qui détenait des richesses qu'il ignorait et celui du propriétaire d'un fonds, où l'on trouve un trésor ; aux termes de l'article 716 de notre Code Civil la propriété, de ce trésor appartient pour moitié à celui-ci, et pour moitié à celui qui le découvre. Quant à l'indigène, on lui fait parfois l'aumône de quelques arpents de brousse, mais on considère ne lui rien devoir, pour ce motif qu'il n'est pas propriétaire au sens de la loi française. Pourtant son usufruit est exclusif de tout autre droit de propriété et l'Etat, lui-même, n'a pas osé repousser le principe d'une transformation de ce droit précaire en un droit définitif. Le décret du 24 juillet 1906, la prévoit expressément dans son article 58 : « Dans les parties de l'Afrique occidentale française, où la tenure du sol par les habitants ne présente pas tous les caractères de la propriété privée, telle qu'elle existe en France, le fait par un ou plusieurs détenteurs de terres, d'avoir établi, par la procédure de l'immatri-

culation, l'absence de droits opposables à ceux qu'ils invoquent, a pour effet, quels que soient les incidents de la dite procédure, de consolider leurs droits d'usage et de leur conférer les droits de disposition reconnus aux propriétaires par la loi française. »

Les immatriculations de ce genre sont d'autant plus rares que les formalités, destinées à établir le droit d'usage, ne peuvent, en exécution de l'article 65, être accomplies que par les Administrateurs et Chefs de poste et que le bénéficiaire éventuel n'est pas sans savoir qu'il va entrer en conflit avec l'Etat, c'est-à-dire le fonctionnaire qui le symbolise immédiatement à ses yeux, l'Administrateur du Cercle qui, déjà, le talonne pour le paiement de l'impôt, la construction d'un pont, la réfection d'une route et qui peut l'envoyer si aisément en prison, l'Etat, c'est-à-dire, celui qui en est à ses yeux l'émanation suprême, le Gouverneur, cet homme aux broderies d'or, qui habite là-bas, aux confins de la mer, une case immense et toute blanche.

A mesure que la politique d'association se développe et que l'étreinte administrative se resserre, l'indigène a, de moins en moins, l'embarras d'une décision à prendre ; les représentants de l'Etat vont de l'avant, déclarent vacants les terrains incultes et les « purgent » des droits d'usage indigènes par le moyen de l'immatriculation ou nom de l'Etat. Cette manière a l'approbation officielle ; dans une circulaire du 16 août

1911, toujours en vigueur, le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale, l'encourage ouvertement dans le passage suivant :

« Si on considère, d'autre part, que, sauf le cas d'acquisitions directes, l'Etat puise exclusivement les éléments de son domaine privé dans l'immense étendue des terrains vacants et sans maître, il est visible que la consécration de ses droits exclusifs sur une parcelle déterminée de ces terrains ne peut résulter que des formalités d'immatriculation closes sans opposition. A partir de ce moment, mais alors seulement, l'Etat aura un titre complet et inattaquable pour cette parcelle. C'est bien le cas où l'immatriculation constituera réellement l'acte de naissance, comme bien domanial d'un immeuble qui jusque là, n'avait pas de situation juridique arrêtée, sur lequel des droits divers de coutumes pouvaient exister, circonstance qui autoriserait l'indigène titulaire de ces droits à obtenir leur transformation absolue, malgré et contre le droit éminent de l'Etat. (art. 58 du décret du 24 juillet 1906.) »

Malgré et contre le droit éminent de l'Etat ! voilà bien l'aveu, à peine déguisé, des convoitises territoriales, qui stimulera le zèle des fonctionnaires du domaine.

Il reste à l'indigène, aux termes mêmes du décret de 1906, ainsi, d'ailleurs, qu'à tous les tiers qui pourraient être reconnus titulaires de droits réels, un re-

cours contre l'Etat. C'est encore pour lui une disposition sans portée pratique; en fait, certains tempéraments sont apportées à l'incorporation au domaine des terres grevées de droits indigènes; les gouvernements locaux ne refusent pas la petite concession rurale individuelle; vis-à-vis des « collectivités indigènes » ils prennent l'initiative de délimiter autour des villages, les superficies « réserves » destinées aux cultures vivrières; enfin, dans les forêts, la suppression des droits d'usage comporte une atténuation, l'usage d'un tout est remplacé par l'usage d'une partie de ce tout. Cela s'appelle concentrer le droit d'usage. C'est le procédé du règlement-aménagement, dont le développement est ainsi relaté par le décret du 28 août 1913, sur le régime forestier de Madagascar. (Article 63) :

« Les droits d'usage grevant les forêts de l'Etat et de la colonie, pourront être concentrés par voie d'aménagement-règlement, ou racheté par voie de cantonnement, ou moyennant une attribution territoriale.

L'aménagement-règlement consiste dans la concentration de l'usage sur une partie de la forêt, dont la possibilité aura été reconnue suffisante, après accomplissement des formalités prévues à l'article 61 ci-dessus.

L'aménagement-règlement ne peut être pratiqué qu'une seule fois à l'égard des mêmes usagers.

Toutefois, dans une forêt, où l'on a procédé à un

aménagement-règlement, il peut être effectué un cantonnement qui éteint la servitude.

Le cantonnement consiste à donner à l'usager en usufruit, avec toutes ses conséquences, une partie ou canton de la forêt grevée, moyennant quoi le droit se trouve éteint pour le surplus.

Les usagers « ut singuli » ont l'usufruit de la compensation résultant de la transformation de leurs droits. Pour les usagers « ut universi » la compensation est accordée à la communauté; un arrêté du Gouverneur Général, pris en conseil d'administration, déterminera le mode de cette jouissance qui sera établi d'après les constatations prévues à l'article 61.

L'attribution territoriale consiste à donner en toute propriété à l'usager, en dehors de la forêt grevée, d'autres immeubles domaniaux, où il devra trouver l'équivalent de son droit d'usage. »

Ainsi, le cantonnement, l'attribution territoriale, comme l'aménagement-règlement, sont des concentrations successives des droits primitifs. A force de concentrations, retranchements, confiscations, il finira par ne plus rien subsister du pâturage où naguère paisait, à perte de vue, le troupeau de l'autochtone.

Le projet de décret sur le régime forestier en Afrique Occidentale, qui prévoyait également l'aménagement-règlement a inspiré au journal « Le Temps », dans son numéro du 21 septembre 1913, les réflexions suivantes :

Ce qui nous effraye particulièrement dans le projet, c'est que visiblement inspiré du code forestier algérien, il reproduit les principales dispositions qui en ont fait la calamité que l'on sait pour les indigènes. On y retrouve les amendes multipliées à tous propos, le droit de concentrer les usages consentis aux indigènes par voie de règlement-aménagement, ce qui est un terme décent pour désigner ce droit d'expropriation au moyen duquel on a chassé les indigènes algériens de leurs parcours, la responsabilité collective des villages et jusqu'à l'établissement de la corvée pour la surveillance de ce qu'il conviendra au service forestier de regarder comme son domaine. Où ira l'Afrique Occidentale avec ce régime? Nous avons toujours entretenu de 80.000 à 100.000 hommes en Algérie et on n'y compte pas cinq millions d'indigènes. Il y en a 12 millions dans l'Afrique Occidentale parmi lesquels il nous suffit en ce moment de 10.000 hommes pour maintenir l'ordre. Le nègre est un être très facile à gouverner. Mais que deviendra-t-il si nous le soumettons à cette machine à tourmente qu'est le code forestier algérien? »

Après la grande épreuve où il vient de nous donner tant de marques de son dévouement, nous n'avons plus le droit de redouter que son mécontentement légitime se traduise par des brutalités. Nous n'en avons que davantage le devoir de lui donner les moyens légaux de faire respecter ses droits. Dans les vieilles colonies ce sont les Conseils généraux qui disposent des terres domania-

les ou devenues domaniales. Dans les nouvelles, où l'avidité du domaine est manifeste, il est urgent de prendre des mesures assimilatrices ; seuls, les représentants élus de l'indigène pourront élever utilement la voix dans le débat où il s'agit de ses biens, de son avenir.

## CONCLUSION

## Vers l'assimilation

Cette étude ne pouvait suivre, pas à pas, toutes les manifestations de notre politique coloniale actuelle. Elle s'est efforcée de généraliser. Parmi ses critiques, il en est qui s'appliquent à certaine de nos colonies plutôt qu'à telle autre. De leur ensemble, il résulte que la politique d'association a été néfaste, car elle est une politique d'atermolement quand elle n'est pas un moyen de domination, de compression.

La politique d'assimilation, au contraire, est la politique du relèvement, la politique de fraternité. Elle n'aura pas le pouvoir magique de rendre, en un jour, l'indigène semblable au blanc par le cœur et le cerveau, mais elle en organisera la possibilité rapide. Assurément, que la sensibilité de l'indigène ait été pétrie, autrefois, par une certaine civilisation, comme quelques-uns l'affirment, ou qu'elle soit celle d'un primitif, elle ne s'affranchira qu'à la longue du fétichisme ancestral.

Il aura des réflexes inexplicables, il gardera des goûts en désaccord avec son assimilation avancée.

Ce sont ces contradictions apparentes que l'on invoque, parfois, pour faire douter de la valeur de cette assimilation. Jules Caplain dans « La France en Haïti », s'étonne des vestiges de fétichisme ou de sorcellerie rencontrés chez des noirs d'Haïti, catholiques pratiquants. Il rapporte que, dans certains intérieurs, la couleur et la chandelle piquée d'épingles voisinent avec le crucifix. On cite aussi des indigènes revenus à la colonie natale, après des années passées sur les bancs de nos Lycées, de nos Facultés, qui sont les premiers à quitter, le soir venu, le costume européen pour courir aux tam-tam.

Ces exemples laissent voir le côté imaginaire et même sentimental du tempérament indigène, qui trouve de la saveur aux usages archaïques, sentant le terroir. Ils n'établissent nullement que notre effort civilisateur ait été sans profit.

Chez nos intellectuels, l'uniformité d'une forte culture fait-elle disparaître l'inégalité des origines? Bien rarement. Tel écrivain est né dans une chaumière; l'enfance de l'autre a été enveloppée de tiédeur soyeuse; le premier continuera, sans doute, à apprécier le charme de délassements champêtres dont la naïveté ferait peut-être sourire le second. Avant de se rencontrer à la Sorbonne, celui-ci, qui est breton, apprend le latin, dans l'ombre d'une sacristie, sous la direction d'un

prêtre; celui-là, béarnais, fut initié aux humanités par un pasteur protestant, au cours de promenades dans la montagne; la diversité du mode d'éducation première aura laissé au cerveau de l'un et de l'autre une empreinte indélébile; ce sont deux fleurs vivaces, transplantées dans une même serre, auxquelles des soins identiques feront donner tout leur éclat, mais qui se nuanceront de teintes distinctes, suivant le sol où elles ont germé.

Deux mille ans de christianisme n'ont-ils pas créé une foule d'usages auxquels se plient, inconsciemment, les esprits les plus indépendants? Comment être surpris que des siècles et des siècles de fétichisme, purement idolâtre ou imprégné d'Islam, pèsent encore sur une intelligence qui commence seulement à s'en libérer? Laissons au temps le soin d'effacer de l'âme indigène les traces fétichistes; mettons-la aux prises avec les réalités de la civilisation occidentale; c'est une âme toute neuve sur laquelle s'exercera profondément l'action concrète des réalités politiques, économiques et sociales; de leur enseignement il est possible qu'elle ne retienne tout d'abord que le mot à mot, mais le mot à mot, dans la formation intellectuelle, est le stade nécessaire qui mène à la connaissance.

La politique d'assimilation rencontre des détracteurs nombreux parmi les coloniaux. Ils proclament que sa réalisation risquerait de compromettre leur fortune vite acquise, que, s'il y a des injustices actuelles l'assimi-

lation en créerait de nouvelles et que la liberté désordonnée qu'elle instituerait, remplacerait la tyrannie des blancs par celle des noirs ou des jaunes. Pour eux, préconiser l'assimilation, c'est faire de la démagogie. Il est facile d'user du discrédit contre une réforme en calomniant les intentions de ses auteurs. Leur acharnement provient de ce que les idées fausses, qui ont fondé la politique d'association, sont devenues des intérêts.

L'Administration redoute la fin de son absolutisme. Le commerçant, le colon voient en l'indigène un instrument de rapport, soit comme employé, soit comme client; ils s'imaginent que l'amélioration de sa condition ne peut se faire qu'à leurs dépens. Ils ne soulèvent donc pas de critiques contre la politique d'association, qui leur paraît, au reste, être la meilleure puisque tout le monde l'affirme. Il faut dire que l'européen, ayant le droit de parler, est rare; il n'y a pas de petit commerce aux colonies; il y a surtout des firmes puissantes, dont les conseils d'administration, les hauts directeurs restent en France pendant que les employés peinent au loin; ils se garderaient de se mettre en travers de l'Administration, car elle est un excellent client; c'est elle, d'autre part, qui dispense les concessions; elle peut, aussi, par son attitude, faciliter les transactions avec l'indigène, ou, au contraire, les entraver.

Ce n'est ni aux commerçants ni aux fonctionnaires

que l'indigène se décidera à faire ses confidences. Il les réserve à ceux qui, par devoir professionnel ou par humanité, compatissent à ses souffrances, à ceux qui peuvent l'observer, non pas seulement dans le jeu normal de sa vie économique et sociale, mais lorsqu'il cherche à se défendre contre l'injustice et l'arbitraire. Elles sont édifiantes et démontrent combien, sous son impassibilité apparente, il est assoiffé de liberté.

Les dispositions législatives les plus fantaisistes ne lui feront pas rompre le silence; toute réclamation individuelle comporte, en effet, de gros risques disciplinaires; quant à une protestation collective il n'y faut pas songer; la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 n'ayant pas été déclarée applicable aux nouvelles colonies, les associations de plus de vingt personnes ne peuvent se former qu'avec l'autorisation du Gouvernement local; les associations d'européens, d'ailleurs peu fréquentes, l'obtiendront sans peine, les associations indigènes, à caractère politique, se la verront toujours refuser.

Cependant, on ne fera pas le bonheur de l'indigène malgré lui; si la France tentait un referendum, elle verrait comment il apprécie les bienfaits qu'elle croit lui avoir accordés; elle verrait que la politique du despotisme a fait faillite là comme ailleurs, et qu'il est temps de revenir à une assimilation raisonnée.

La France a sous les yeux l'exemple de la Turquie, qui doit surtout sa ruine à ce qu'elle n'a pas su s'assimiler ses colonies balkaniques. Qu'elle ferme l'oreille

aux clameurs de ceux qui veulent le maintien de leurs privilèges! Jamais ceux-là ne trouveront que l'heure est venue de les supprimer. Elle doit se souvenir que, lorsque la République de 1848 a décidé la suppression de l'esclavage, elle n'en a pas demandé la permission aux propriétaires d'esclaves, et que, plus tard, pour l'imposer à ceux des Etats-Unis du Sud il a fallu la force des armes. La France est assez éclairée pour avoir la volonté de rappeler, sans plus attendre, à ces conservateurs funestes qu'ils doivent leurs sinécures ou leurs richesses d'abord à sa puissance et son prestige, mais aussi au labeur des populations indigènes, et qu'il est temps de leur en tenir compte.

Pour que son sens de la justice arrive à s'émousser aussi complètement, ce n'est pourtant pas que le colonial soit un être dépourvu de tout sentiment ni de toute raison; il fait même partie, le plus souvent, de l'élite intellectuelle et physique des nations; à son départ pour les tropiques, il contient en lui toutes les possibilités civilisatrices; ses yeux qui, déjà, ont pleuré, ont vu la mêlée ardente de l'humanité, ils sauront sonder, sans effroi, l'infini des espaces inconnus; ils devraient, semble-t-il, apercevoir se levant à l'horizon l'aurore d'un monde nouveau. Hélas non! le colonial novice est soumis, bon gré mal gré, à la tutelle des anciens, son libre arbitre subit leurs assauts répétés; on le persuade qu'il est d'une race noble, faite pour commander, et que la nature a condamné l'indigène à l'obéissance perpétuelle.

Il se sent devenir un maître ; peu à peu, à l'exemple des autres, il se laisse aller à lever la main sur lui ; c'est par le petit boy qu'il commence ; l' « argument frappant » lui serait, assure-t-on, plus sensible que la meilleure des réprimandes ; soit, à la condition que la correction, extrêmement légère, paternelle, ne s'applique qu'à un jeune étourdi ; mais il faut se méfier des nerfs coloniaux que le paludisme, auquel personne n'échappe, rend si facilement irritables ; quand la main commence à frapper elle ne sait pas toujours s'arrêter, elle ne sait pas toujours qui elle frappe ; la correction dégénère en violence, et la violence devient une habitude. C'est ainsi que, périodiquement, éclatent des scandales que déplorent nos annales coloniales. Le Département des Colonies s'en est ému à maintes reprises ; dans une dernière circulaire du 22 mars 1912, il flétrit l' « excessive indulgence » dont ont trop souvent fait preuve, à cet égard, les pouvoirs locaux, et recommande aux Gouverneurs Généraux de redoubler de sévérité dans la répression des violences, qu'elles aient été commises par des fonctionnaires ou des non-fonctionnaires.

Il est bon de reconnaître que le colonial obéit à des influences multiples ; il n'y a pas que celle de son milieu social et du climat déprimant ; tout, autour de lui, contribue à troubler la liberté de son jugement : la vie facile, le parfum enivrant des fleurs aux couleurs éclatantes, la langueur des femmes, la tiédeur des nuits et jusqu'à l'odeur de la terre elle-même.

C'est pour cela que, s'il est utile d'aller aux colonies pour se constituer une documentation, il est indispensable, afin d'en tirer profit, de savoir en revenir. Tel ne semble pas être l'avis du département des colonies; dans le rapport qui précède le décret du 14 mai 1913, le Ministre déclare que son intention « n'est point de déplacer du chef-lieu de nos possessions lointaines, pour le transporter à Paris, l'axe de notre politique indigène. » C'est absolument regrettable. Pour avoir la vision nette des phénomènes coloniaux, c'est-à-dire en apercevoir les modalités, les rapports qui les unissent, en dégager l'enseignement, il faut exécuter le recul nécessaire, laisser entre eux et notre regard l'étendue des mers, il faut être en France, à Paris, avoir secoué le souvenir des passions locales et la morbidité fébrile, avoir oublié la véranda fleurie de Tananarive et de Saïgon, où, dans le bercement d'un rocking-chair, se tranchent, péremptoirement, à l'heure du cocktail, les destinées indigènes.

La direction de notre politique indigène devant venir de Paris, comment pourra l'assumer celui qui en a la charge suprême? S'il écoute les partisans du moindre effort, ceux de la politique d'association, ils le persuaderont que les chemins, suivis de tout temps par les autochtones, mèneront ces derniers, sans heurts, vers les espaces de la civilisation. Dès lors, de quels conseils sera-t-il capable pour les diriger à travers les sentiers de la barbarie? Il devra se résigner au rôle

de soliveau de la fable, se borner à entériner les textes législatifs présentés à sa signature par les tout-puissants gouverneurs. Au contraire, s'il s'engage résolument, sur la route de l'assimilation, il pourra orienter la politique indigène, en s'inspirant de la sagesse de nos lois.

Pour éclairer le Ministre sur les règles à suivre pour notre colonisation, un comité consultatif des affaires indigènes a été créé par décret du 14 mai 1913; il a recueilli la succession d'une commission interparlementaire instituée par arrêté interministériel du 19 mars 1909; succession légère, car l'une et l'autre sont de ces assemblées mort-nées, comme il en existe dans l'ombre mystérieuse du Ministère des Colonies; on ne les réunit jamais.

Il est temps que notre politique coloniale connaisse la lumière des débats publics. Il appartient au Parlement de jeter bas notre système caduc de législation d'outre-mer, de reprendre, enfin, aux Gouverneurs et même à l'exécutif ces pouvoirs législatifs disproportionnés qui leur furent concédés par des ordonnances de la Restauration et des sénatus-consultes du second Empire.

On sait que, dans la métropole, pour que l'exécutif puisse, en dehors de sa mission générale de police et d'ordre public, légiférer, il lui faut une délégation spéciale du Parlement. Aux colonies, il est admis qu'il

possède une délégation générale et permanente, qui résulterait du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Or, en France même, malgré la limitation du mandat qu'il reçoit du Parlement, le Gouvernement est tenté de l'exécuter à sa guise; on peut lui reprocher d'avoir modifié le sens de certains articles de la loi sur les associations, de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, de la loi sur le repos hebdomadaire, de la loi de 1889 sur la nationalité, laquelle a été suivie, pour son application aux colonies, d'un règlement, intervenu en 1897, qui n'a rien de commun avec les principes de cette loi.

Pour se défendre contre les mesures, prises par l'Administration, en violation de la délégation parlementaire, les administrés ont, tout d'abord, la faculté de faire intervenir leurs représentants aux deux Chambres; ils ont d'autres moyens plus positifs : l'exception d'illégalité qu'ils peuvent invoquer devant les tribunaux judiciaires et le recours direct en annulation, pour excès de pouvoir ou détournement de pouvoir devant les tribunaux administratifs. L'exception d'illégalité est une voie de droit imparfaite, coûteuse, qui ne produit que des effets relatifs; le recours pour excès de pouvoir produit, au contraire, sans frais et sans danger pour le requérant, des effets absolus.

Ce recours n'est accueilli par le Conseil d'Etat, que depuis un arrêt du 6 décembre 1907; jusqu'à présent, seuls, des recours contre des règlements métropolitains

ont été portés devant lui; on ignore, par conséquent, quelle serait sa jurisprudence à l'égard des règlements coloniaux. Résolument, M. Henri Nézard, dans « Le contrôle juridictionnel des règlements d'administration publique », se prononce pour la recevabilité du recours contre le règlement colonial; il le fait dans les termes suivants : « Il n'y a plus désormais de raison pour que le recours pour excès de pouvoir ne s'étende pas à d'autres règlements rendus également sur une invitation du Parlement, invitation non plus spéciale, mais générale et permanente, à savoir les décrets-lois relatifs aux colonies. Le sénatus-consulte, du 3 mai 1854 donne compétence au chef de l'Etat pour légiférer dans les nouvelles colonies. Ce sénatus-consulte a perdu sa force constitutionnelle depuis 1870. Mais, suivant une théorie connue, il a conservé sous le nouveau régime une valeur législative : le Conseil d'Etat devra donc considérer l'article 18 de ce sénatus-consulte comme conférant au gouvernement une délégation législative permanente. Mais comme l'auteur du décret colonial demeure une autorité administrative, il n'y a, à raison de la nature de l'acte, pas plus de fin de non-recevoir contre les règlements coloniaux, que contre les règlements d'administration publique. Si le Parlement a décidé qu'une loi formelle s'appliquerait à la colonie, le Président de la République, autorité subordonnée, ne peut édicter dans un décret une disposition contraire à celle de la loi formelle; les sanctions de cette prohibition, ce sont non

seulement l'exception d'illégalité, mais encore le recours pour excès de pouvoir. La jurisprudence admet l'exception d'illégalité; elle l'a même consacrée lorsque le sénatus-consulte avait un caractère constitutionnel : le Conseil d'Etat, par un arrêt du 28 février 1866, a jugé que le décret du 2 avril 1854, portant que les contestations sur le partage des biens, devaient être portées au conseil de préfecture était illégal comme édicté en violation de l'article 13 de la loi du 16 juin 1851 qui, pour ces actions donne compétence au Tribunal civil. La Cour de Cassation, depuis que le sénatus-consulte, n'a plus que force législative, a reçu, bien que rejeté au fond, l'exception d'illégalité dirigée contre les décrets des 27 mars et 28 mai 1902, qui ont organisé en Algérie une nouvelle juridiction répressive pour les indigènes et qu'on prétendait contraires à la loi organique du 30 août 1883 sur la magistrature, loi appliquée à l'Algérie.

Le Conseil d'Etat, rejetant sa jurisprudence antérieure, devra donc déclarer recevable le recours pour excès de pouvoir contre les règlements coloniaux. »

C'est surtout sur eux qu'il serait bon de le voir exercer son contrôle; les règlements d'administration publique sont pris, à la demande du législateur, sur des points précisés par lui, alors que les principes ont été définis dans la loi; en fait, les règlements coloniaux, rendus en vertu d'une délégation législative permanente, remplacent la loi; ils peuvent oser et ils sont

portés à en abuser. Nombreux sont les décrets coloniaux qui font échec aux lois existantes; parmi ceux qui ont été examinés dans cette étude, on peut citer ceux se rapportant au contrat de travail, notamment ceux qui font un délit de l'utilisation par l'indigène des avances de salaires faites par l'Européen, lorsqu'il n'exécute pas le travail convenu. Peu importe, qu'il s'agisse d'indigènes ou de non-indigènes; il n'est pas possible qu'un texte législatif français soit générateur, comme en l'espèce, d'inégalité et d'illégalité. Or, il est, tout d'abord, certain qu'une situation inégale est faite à l'indigène, s'il peut résulter un abus de confiance de la dissipation des salaires qui lui ont été avancés par l'euro péen, alors qu'aucun délit n'est imputable à ce dernier s'il ne règle pas les salaires après exécution du travail, ou mieux s'il devient lui-même l'employé de l'indigène et dissipe, à son tour, les avances de salaires; enfin, il y a illégalité flagrante dans la création d'un délit d'abus de confiance, non prévu par les articles 406 et 410 du Code Pénal, lequel a été promulgué intégralement dans toutes les nouvelles colonies et est, seul, applicable à l'indigène, en dehors de toute législation coutumière, dès qu'un européen est également en cause.

Le contrôle du Conseil d'Etat suppléerait, en partie, la censure parlementaire qui se manifeste d'autant moins aisément en matière coloniale que les indigènes, sauf une infime minorité, n'ont, pour l'instant, ni sé-

nateurs, ni députés; la possibilité d'un recours tempérerait l'ardeur du législateur colonial; elle épargnerait au Ministre des Colonies, certaines innovations dont les inspireurs ne sont pas toujours désintéressés.

On le voit, à mesure que l'on recherche, loyalement, les moyens d'assurer le bonheur de l'indigène, la nécessité se découvre de lui accorder les mêmes garanties qu'à l'européen, de pratiquer, en un mot, à son égard, la politique d'assimilation.

L'affirmation de la supériorité de cette politique n'est pas un acte de foi; cette supériorité se prouve par les résultats; ils ont été prodigieux et rapides en Amérique aussi bien qu'en Extrême-Orient. Cinquante ans seulement se sont écoulés aux Etats-Unis depuis l'affranchissement des noirs; entre eux et les blancs le cours des relations mondaines n'est peut-être pas encore sans heurts; la prévention contre l'homme de couleur est lente à disparaître.

Quoi qu'il en soit, la société noire va de l'avant. Des noirs sont à la tête d'industries, de commerces prospères, il en est qui dirigent des collèges, des Facultés; des centaines d'entre eux sont avocats et médecins; des femmes noires, même, viennent s'asseoir sur les bancs des Universités. Leur assimilation est telle que le congrès de la Fédération américaine du travail vient de voter, le 15 juin 1919, l'admission à égalité dans l'union internationale des deux millions de travailleurs noirs des Etats-Unis.

En moins de temps encore, le Japon, par l'opiniâtreté de son propre effort d'assimilation, s'est, de lui-même, métamorphosé en un état moderne, dont les avis comptent désormais dans les congrès des nations.

L'assimilation gagne la Chine. Elle est au seuil de notre Indo-Chine. Déjà, parmi nos colonies nouvelles, une situation exceptionnelle lui a été faite; l'administration coloniale a dû tenir compte de l'entraînement exercé sur l'indigène par l'émancipation des grands états voisins; rapidement, pas assez vite pourtant, des libertés, inconnues ailleurs, lui ont été accordées.

Des pessimistes se demandent si le développement de la civilisation ne ferait pas naître, tôt ou tard, chez les populations indigènes, des idées de séparatisme. Une telle éventualité est improbable tant qu'elles n'y auront pas un intérêt supérieur, ou tant qu'elles ne se seront pas fondues en des nationalités fortement unies. Or, d'intérêt, comment en auraient-elles, si, par un maximum d'assimilation, on leur assure l'amélioration de leur vie économique et sociale? Quant à l'éclosion d'un sentiment national, rien ne le favorise dans l'ensemble de nos colonies, mais surtout en Afrique.

Le groupement de nos colonies africaines sur un même continent n'est qu'une apparence d'unité géographique. De hautes montagnes les séparent; il y a des régions désertiques, un Soudan parsemé de clairières, de savanes, des immensités de forêt vierge. Tout

est diversité : langues, races. La race noire domine, mais elle comprend une infinité de variétés; les populations, avant notre occupation, étaient anarchiques; souvent conquises, elles resteront plus passives que les asiatiques à l'égard du gouvernement qui saura affermir son autorité. Leur fétichisme ne sera pas un principe d'unification; il diffère suivant les lieux, la race et même le tempérament de chacun de ses adeptes; sous la pression de la civilisation, il est appelé à disparaître. Notre civilisation elle-même a peu de chances d'unifier cette multiplicité ethnique et géographique; sinon elle aurait, depuis longtemps déjà, assemblé en un seul les états de l'ancien et du nouveau monde.

Si jamais cette unité se réalisait mettrait-elle en danger la paix du monde? C'est l'hypothèse contraire qui s'impose quand on essaie de soulever le voile de l'avenir. Il ne faut pas sourire de ce qu'on est convenu d'appeler le « péril jaune »; le milliard de jaunes est à l'étroit sur le versant d'Asie, où il végète; les premières vagues d'émigration commencent à déferler sur l'Amérique et dans le sud de l'Afrique. Que sera-ce dans quarante ans, lorsque une hygiène meilleure aura protégé sa forte natalité et que le milliard aura doublé? Notre Indo-Chine et les Indes anglaises, dont le loyalisme ne s'est pas démenti durant la grande guerre, seront sans doute, impuissantes à contenir la ruée sur la vieille Europe. L'affinité, déjà plus grande entre noirs et blancs qu'entre blancs et jaunes, deviendra

alors fraternité d'armes par la communauté du péril, et l'on peut entrevoir la fédération des Etats-Unis de France et d'Afrique se dressant en digue de granit, au pied de laquelle viendra se briser le flot envahisseur.

Les territoires sont à nous; il faut maintenant conquérir les cœurs. La France doit se débarrasser du caporalisme colonial; elle doit, au dehors comme au dedans, rester la France de la Révolution, c'est-à-dire le pays de l'unité dans les lois et de l'égalité pour tous les hommes.

---

Vu :

Le Président de la Thèse,  
PAUL LESEUR.

Vu :

Le Doyen,  
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. POINCARÉ.

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                              | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                       | 5     |
| CHAPITRE I. — De la politique d'assimilation et<br>de la politique d'association . . . . .   | 7     |
| CHAPITRE II. — De la politique d'association dans<br>l'organisation judiciaire et répressive |       |
| Paragraphe 1. — <i>Législation</i> . . . .                                                   | 13    |
| Paragraphe 2. — <i>Juridictions</i> . . . .                                                  | 21    |
| Paragraphe 3. — <i>De certaines améliorations possibles</i> . . . . .                        | 35    |
| Paragraphe 4. — <i>Code de l'indigénat</i>                                                   | 41    |
| CHAPITRE III. — De la politique d'association<br>dans l'organisation politique . . . . .     | 47    |
| CHAPITRE IV. — De la politique d'association<br>dans l'organisation économique . . . . .     | 56    |
| CONCLUSION. — Vers l'assimilation . . . . .                                                  | 84    |

---



~~~~~  
IMPRIMERIE V. POLGAR

33, RUE LACÉPÈDE, 33 — PARIS, 5^e
~~~~~





